

LA LOI SUR LA BANQUE AGRICOLE ET LE CRÉDIT RURAL EN ALBANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Mai 1938, à 14 heures

PAR

G-D. L. NAÇI

Licencié en Droit de l'Université d'Athènes
Licencié es-sciences politiques et économiques de l'Université d'Athènes
Ancien avocat à la Cour de Tirané (Albanie)

Président : Roger PICARD Professeur.

Suffragants

MM. NOGARO, Professeur.

PERROUX, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

Palais-Royal

PARIS

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La loi sur la Banque agricole
et
le crédit rural en Albanie

LA LOI SUR LA BANQUE AGRICOLE ET LE CRÉDIT RURAL EN ALBANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Mai 1938, à 14 heures

PAR

G-D. L. NAÇI

Licencié en Droit de l'Université d'Athènes
Licencié es-sciences politiques et économiques de l'Université d'Athènes
Ancien avocat à la Cour de Tirané (Albanie)

Président : Roger PICARD Professeur.

Suffragants { MM. NOGARO, Professeur.
PERROUX, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

Palais-Royal

PARIS

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs



A MON PÈRE.

TABLE DES MATIÈRES

I. — HISTORIQUE

A. — <i>Le Pays et le peuple</i>	11
B. — <i>L'état des paysans pendant l'occupation étrangère et les premières années de l'Indépendance</i>	16
C. — <i>Réforme agraire, améliorations dans l'exploitation, banque agraire et difficultés du premier projet</i>	37
D. — <i>La création de la banque agraire en 1937</i>	46

II. — LA LOI DU 19 JUILLET 1937

<i>Généralités</i>	51
A. — <i>La Banque agraire de l'Etat</i>	54
1. — Sa création, son caractère	54
2. — Ses buts	57
3. — Son capital, son siège	62
4. — Son statut (Généralités)	67
a) Ses organes	68
Conseil d'administration	68
Comité exécutif	73
Le Directeur général	74
Le Collège des Syndics	76
b) Son organisation (Généralités)	77
Succursales et Commissions d'escompte	78
Les employés	81
Le bilan	83
5. — Ses privilèges	84
6. — Ses opérations	84
Opérations autres que le crédit agricole	86

B. — <i>Le Crédit agricole (Généralités)</i>	89
1. — Son caractère	90
2. — Les créiteurs	93
3. — Les bénéficiaires	94
4. — Délais de paiement (Généralités)	98
a) Crédit à court terme	100
b) Crédit à moyen terme	102
c) Crédit à long terme	103
d) Prolongation des délais	105
5. — Modalités du crédit	107
C. — <i>Les garanties</i>	110
1. — Le privilège	110
2. — L'Hypothèque	113
D. — <i>Le contrôle de l'Etat</i>	117
1. — Contrôle général	117
2. — Le Délégué	118
3. — Inspections	119
4. — Conseiller technique	120
5. — Les sanctions	120
E. — <i>Autres Institutions de Crédit agricole</i>	121

CONCLUSIONS

BIBLIOGRAPHIE	131
---------------------	-----

J'ai voulu présenter ici un essai sur l'organisation du crédit agricole en Albanie, une étude d'économie et de droit albanais, rien de plus. Les questions générales du crédit agricole ont été, maintes fois, étudiées avec compétence en France, depuis la fin du siècle dernier. Une répétition avec quelques affirmations théoriques ne saurait être utile.

Au contraire, je pense qu'en faisant connaître une nouvelle institution de mon pays, créée sur le modèle des institutions analogues étrangères, je prouve d'abord que mon pays est en voie de progrès. J'ai jugé utile, en même temps, de donner quelques informations sur l'économie rurale en Albanie, pays par excellence agricole. Je crois avoir ainsi contribué non seulement à l'étude du crédit agricole, mais aussi et surtout, à faire connaître mon pays, encore si peu connu en France et tant méconnu à l'étranger.

I. — HISTORIQUE

(Éléments de l'économie rurale albanaise)

A. Le pays et le peuple

(Caractère agricole du pays : Les produits ; les villes ; les villages ; le paysan).

L'Albanie, Etat indépendant depuis la déclaration de Valona du 28 novembre 1912, est un pays essentiellement agricole. Située sur la côte nord-ouest de la péninsule balkanique, elle est habitée, depuis les temps préhistoriques, par un peuple d'agriculteurs et de pasteurs. Son caractère agricole, constaté autrefois par les premiers historiens de l'antiquité, réaffirmé par les historiens et les géographes de l'époque romaine, n'est point contesté par les voyageurs de notre temps.

Son territoire, d'une étendue à peu de chose près égale à celle de la Belgique, est habité par un peu plus d'un million d'habitants ; ici, il n'est naturellement question que de l'Albanie telle qu'elle a été constituée par les traités internationaux, reconnue par les Puissances et admise à la S.D.N.

Ce territoire est situé entre les Alpes albanaises et la mer Adriatique. La partie de l'Albanie proche de la frontière yougoslave est plutôt montagneuse et peu propice à l'agriculture. C'est sur cette partie du pays

qu'ont vécu et vivent encore les montagnards, légendaires par leur amour farouche de l'indépendance et de la liberté. Ils ne se sont jamais soumis à aucune Puissance étrangère. La formation géologique et le climat de cette partie du pays s'opposent à toute culture ; les habitants n'ont, pour ainsi dire, jamais réussi à produire chez eux ce qui leur est nécessaire. Ils se procuraient toujours, d'une façon ou d'une autre, les produits indispensables à leur consommation auprès des populations de la plaine, qui s'étend, coupée de petites collines, et parallèlement à la chaîne des montagnes, sur la côte adriatique. Cette plaine, très fertile, peut suffire, non seulement à fournir de quoi satisfaire ses besoins et ceux de la montagne, mais encore elle peut produire pour l'exportation. En effet, pendant l'époque romaine, la plaine de Myzeqeja (vers le sud du pays) était surnommée « le grenier de l'Empire » ; elle fut également le grenier de Venise.

L'Albanie peut produire presque toutes les céréales ; en second lieu le tabac, le lin, les raisins de table. Les arbres fruitiers tels que l'oranger, l'olivier, le noyer sont très nombreux dans le pays ; l'olivier surtout depuis l'époque vénitienne. Les produits de l'élevage, lait, fromage, boyaux, peaux, laine, pourraient entrer dans cette même catégorie de produits agricoles. Enfin les forêts sont certainement une grande richesse pour le pays.

Quelques chiffres pris dans la statistique de la production agricole pendant les années 1935-1936 peuvent mieux que toute autre explication démontrer le caractère agricole du pays. La superficie de l'Albanie ac-

tuelle est de 2.753.800 hectares ; les 12 % de cette superficie sont cultivés actuellement ; il reste encore 11 % de terres cultivables. Contre ces 632.374 hectares qui pourraient être destinés à la production agricole proprement dite, il y a 826.140 ha. de pâturages et 991.368 ha. de bois et forêts, soit respectivement 30 % et 36 % de la terre albanaise ; il reste enfin 11 % de terres improductives, eaux et marais. Sur les 330.456 ha. de terres cultivées pendant l'année 1936, 88.425 ha. (soit 26,75 %) étaient consacrés à la culture du maïs, et 36.265 ha. (11 %) à la culture du froment ; le tabac occupait 2.003 ha. et les vignobles 2.978 ha. En 1936, il y avait en Albanie 1.431.816 oliviers ; enfin la production agricole du pays est calculée en valeur à une somme de 32.425.360 francs-or. Nous verrons plus loin l'importance des produits agricoles pour les échanges internationaux du pays ; mais dès maintenant nous pouvons prétendre avoir prouvé que l'Albanie a été, est et sera un pays agricole.

Le caractère agricole du pays est encore attesté du fait que ce peuple habite presque en totalité la campagne. Si nous disons que seulement 20 % des Albanais habitent les villes, nous serons peut-être encore loin de la vérité. Ces villes sont rares et aucune n'a une population supérieure à 40.000 habitants. Même parmi les citadins, un bon nombre continue à exploiter les champs qui entourent la ville qu'ils habitent.

L'industrie est presque inexistante. L'activité commerciale dans les villes a elle aussi en général un aspect, pourrait-on dire, rural, le commerce étant en majeure partie limité aux échanges de marchés locaux entre paysans et boutiquiers.

Si les villes albanaises ont à peu près l'aspect commun de la ville balkanique, aussi bien au nord qu'au sud du pays, il n'en est pas de même du village albanais. Ce village, compact et aggloméré dans le sud, est plutôt éparpillé au nord. L'Albanais du nord habite une habitation isolée des autres. Après plusieurs heures de marche, lorsqu'il arrive au voyageur de demander au guide le nom de la localité où il se trouve, il est fréquent qu'il s'entende répéter le même nom de village qu'il a traversé bien des kilomètres avant. Cet éparpillement du village albanais — qui est plus marqué à l'approche des montagnes — a son explication et son histoire. Pourtant je ne m'y arrêterai pas ; elle serait longue et me paraît en dehors du sujet de cette étude.

La maison du paysan est assez rudimentaire et, au point de vue de l'hygiène, laisse beaucoup à désirer.

Le paysan albanais travaillait, avant l'occupation turque, lui-même ses terres, secondé par sa famille. Après l'indépendance, il reprend le goût du travail, comme nous le verrons par la suite. Il lui arrive aussi de s'adresser à ses voisins, momentanément inoccupés ou moins fortunés que lui, pour l'aider pendant une saison. Il rendra d'ailleurs ce service quand les autres en auront besoin. Il est — et quand je décris ici son caractère, je fais surtout ressortir les qualités innées de la race, sans tenir compte, pour le moment, des vices que l'occupation lui a infligés — travailleur et sombre ; il se contente de peu et fait tout son possible pour transmettre le patrimoine reçu de son père à ses enfants qui, eux, vivront sur cette même terre, tous ensemble avec leur descendance. Plusieurs fois par semaine, le paysan

va, accompagné des siens, porter ses produits à un des centres qui environnent sa maison, où se tient à jours fixes un marché local ; il n'hésite pas à faire plusieurs kilomètres à pied pour vendre quelques produits et acheter ceux dont il ne dispose pas. Cela montre sa pauvreté. Enfin, son hospitalité est sans bornes envers tous ceux qui passent devant sa porte ; il se privera du nécessaire pour donner à son hôte l'unique poule du ménage, pour éviter la honte ineffaçable qui consiste à laisser quelqu'un passer devant sa porte sans lui donner à manger.

Sa nourriture est conforme aux conditions de la vie qu'il mène. Le maïs, transformé en pain, est son principal aliment. Quelquefois il l'accompagne d'un oignon. L'importance du maïs, dans le tableau des produits albanais que j'ai donné plus haut, s'explique maintenant. La viande est très rarement consommée, seulement dans de grandes occasions, telles que les fêtes ou mariages, qui d'ailleurs ruinent son pauvre budget.

Tel est l'état actuel des principaux éléments de l'économie rurale albanaise, à savoir : la terre et le paysan. Dans les exportations du pays pendant les neuf premiers mois de l'année 1937, qui montent à 6.790.561 de francs-or, les produits de la terre et de l'élevage entrent pour 5.691.507 de francs-or.

Ce caractère du pays est celui qui lui est particulier à toute époque. Il était tel avant les invasions et l'occupation turque. Voyons ces invasions et cette occupation avec toutes les transformations qu'elles ont opérées dans l'économie rurale albanaise.

**B. L'état des paysans
pendant l'occupation étrangère
et les premières années de l'Indépendance**

(Les invasions : Les Turcs. — L'islamisation et la colonisation du pays ; l'islamisation proprement dite de la plaine ; le changement du propriétaire des terres ; limite de l'importance économique de l'islamisation des campagnes. — Les résultats. Absentéisme des propriétaires. Attitude des paysans. — La colonisation et l'islamisation de la montagne. — Les terres libres. L'exode rural. — Situation à la fin du XIX^e siècle. — L'indépendance. — 1912-1925. — La réorganisation du pays. — Le problème économique. Le commerce. Déclin de l'agriculture. Pression des propriétaires. Système de l'exploitation. L'usure).

A l'époque romaine, le paysan albanais, soumis à l'administration de l'Empire, très puissant, de Rome, et n'ayant pas à faire face à des concurrents étrangers profitant du progrès et de la science moderne, était riche et aurait pu s'estimer heureux, si le joug étranger ne lui avait toujours été un fardeau insupportable. Mais, depuis, bien des lustres ont passé. Des envahisseurs, contournant l'obstacle des montagnes, sont venus, par le sud, occuper et dévaster la plaine si fertile. Leur œuvre de destruction a été vraiment une catastrophe. Mais le principal élément, la terre, ne pouvait disparaître, et le laboureur albanais, laissé libre et tranquille à son travail, serait rapidement parvenu à reconstruire ce que l'invasion, à laquelle il avait opposé chaque fois une résistance farouche, avait détruit par le fer et par le feu. Or c'est exactement en anéantissant cet effort

que l'invasion étrangère a porté le coup fatal à un pays qui devait et pouvait être prospère.

Vers le milieu du XV^e siècle, la position géographique et la richesse du pays attirèrent la convoitise d'un peuple qui, venant de l'Asie, menaçait l'Europe jusqu'à Vienne. Les Albanais résistèrent longuement contre cet envahisseur. Ils luttèrent en Hongrie, à Kossovo et sur la plaine de l'Albanie centrale. Skenderberg, le héros national, un moment, arrêta l'avance de l'ennemi. L'Europe apeurée voyait en lui le défenseur du christianisme qui se confondait alors avec elle. Cependant, une fois de plus, le nombre l'emporta sur l'héroïsme. La résistance avait été grande : il fallait s'attendre à une répression aussi grande. Elle ne tarda pas.

Les Turcs comprirent que, pour tenir le pays et l'utiliser comme rempart contre l'Occident, il fallait prendre des mesures énergiques. Et la montagne étant presque inaccessible, ce fut la plaine qui en connut le plus la rigueur. L'islamisation du pays fut davantage une mesure de sécurité, par assimilation de l'envahi par l'envahisseur, qu'une mesure d'ardeur religieuse. Elle fut poursuivie par deux voies : installation dans le pays d'éléments turcs proprement dits, et islamisation d'un grand nombre d'autochtones.

Naturellement, l'installation d'éléments étrangers au pays ne pouvait se faire que par la force. Les nouveaux venus choisirent les terres les plus riches en expulsant les propriétaires. Chaque fois qu'ils éprouvaient le désir de s'attribuer des terres avoisinant les leurs, ils recommençaient l'opération avec l'aide du pouvoir, qui bien souvent se trouvait confondu avec leur propre per-

sonne. Il arrivait que certains des expulsés allaient se réfugier dans les bourgades les plus proches où ils s'efforçaient de vivre d'un métier quelconque ; d'autres restaient et travaillaient les terres pour le compte du nouveau propriétaire. Souvent même, les nouveaux maîtres les obligeaient à rester, eux-mêmes ne sachant et ne voulant pas travailler. Là où les paysans avaient été maîtres naguère, ils n'étaient plus que serviteurs.

Cette colonisation par les vainqueurs a profondément altéré le caractère du pays et du paysan ; l'agriculture ne pouvait que s'en ressentir. Mais avant de s'arrêter sur ces changements, il faut dire deux mots du second facteur qui, avec l'installation des Turcs, a décidé cette profonde transformation.

Les Turcs, qui à Stamboul avaient laissé subsister le Patriarcat orthodoxe, en lui accordant des prérogatives qui créèrent « un Etat dans l'Etat » et rendirent plus tard possibles les révoltes qui sonnèrent le glas de la Turquie d'Europe, n'ont pas commis la même faute sur la terre albanaise. Ils tentèrent l'islamisation et ils réussirent, en grande partie. Les méthodes employées furent diverses. D'abord, ils ont appelé à l'Islam les chefs du pays en leur faisant entendre que c'était pour eux le seul moyen de garder un peu de leur influence et de leur fortune. Quelques-uns seulement résistèrent à cette invitation comminatoire. Ensuite, il fut établi que l'héritage ou la propriété ne pouvaient se transmettre qu'à un musulman ; ceux donc qui voulaient garder leurs terres, ou la partie qu'ils avaient sauvée des rapines ayant suivi immédiatement l'invasion, ou qui voulaient profiter de certaines exonérations fiscales, se fai-

saient admettre dans l'Islam, espérant ainsi garder leurs biens. L'indifférence d'ailleurs de l'Albanais pour les questions religieuses a beaucoup facilité l'islamisation ; l'Albanais, sans être contre ou sans Dieu, est plutôt indifférent envers les diverses religions qui prétendent à la vérité. Ici se place un fait curieux et caractéristique qui, en expliquant la conversion facile, confirme cette opinion. Nous avons vu que des avantages économiques, relatifs à la propriété, étaient liés à la condition de musulman. Mais comme l'Albanais n'avait pas une notion très juste de la propriété personnelle, puisque les biens appartenaient à travers les âges à la famille, qui restait indissolublement réunie, et ne changeaient jamais de maîtres apparents, il trouva un moyen pour tourner la loi. Un membre de la famille, le chef, adhérait à l'Islam ; vis-à-vis de la loi, c'était lui le propriétaire, mais, pour sa famille, il continuait de posséder au nom de celle-ci ; en pratique, rien n'était changé. Ce fait explique qu'aujourd'hui encore, il y a des liens de parenté entre non coreligionnaires ; cependant, cet état de choses ne pouvait durer indéfiniment. L'accord, conclu de bonne foi entre le frère ayant adhéré à l'islamisme et les autres, finissait par s'estomper avec le temps. Les descendants du premier islamisé, éloignés peu à peu du lien familial qui les reliait aux descendants des autres frères, pensaient tout naturellement qu'ils n'avaient aucun intérêt à soutenir une situation non sanctionnée par la loi et par conséquent non obligatoire. Ils s'attribuèrent donc purement et simplement en fait la propriété qui leur appartenait en droit. Les autres comprirent qu'ils étaient les seuls victimes de

leur complot contre la légalité, mais n'ayant aucun moyen de résister, ils plièrent et partagèrent le sort de ceux qui, dès le commencement, avaient tout perdu. Les premiers naturellement firent cause commune avec les propriétaires non autochtones, leur qualité de musulman et de propriétaire les rapprochant de ces derniers.

La colonisation turque continua, mais à un rythme ralenti, les terres les plus fertiles ayant bientôt toutes des maîtres. L'islamisation proprement dite continua aussi parce que le paysan dépossédé n'avait ni la force ni la possibilité de résister ; d'ailleurs, nous l'avons vu, il lui importait peu que Dieu fût tel que l'un ou l'autre de ses envoyés le représentait.

Mais si la colonisation a toujours produit ou accentué les effets que nous verrons par la suite, l'islamisation de la masse paysanne ne nous intéresse plus du point de vue qui nous occupe. Les rapports du paysan avec la terre, qui fut la sienne, ou le maître actuel de celle-ci, et les résultats nés de ces rapports au point de vue de l'économie rurale, ne changent pas du fait de la religion du paysan.

Pour aborder tous les aspects du problème, qui peut paraître intéressant à d'autres points de vue, disons qu'à la montagne la colonisation turque était presque impossible. Le paysage sauvage et inaccessible aidait le brave et guerrier montagnard à garder sa liberté. C'est par l'islamisation que la Turquie crut s'assurer la fidélité et les services de cette forteresse imprenable qu'était le montagnard albanais, armé et hissé sur son rocher. L'Islam fut introduit dans la montagne par l'octroi de dignités qui ne manquait pas d'impressionner

le montagnard fier, traditionaliste et indifférent à toute religion. Le montagnard, laissé libre et maître de sa montagne, la défendait, avec l'appui turc, contre ses ennemis du nord, de l'est et du sud ; si ces ennemis étaient en même temps les ennemis de l'oppresser de ses frères de la plaine, il n'en était pas responsable ; il se défendait contre eux pour garder sa liberté, sa race et sa langue ; il arrivait souvent d'avoir à interdire aussi sa terre à ceux qui venaient alors de l'ouest, les Turcs ; de plus, avec son sens pratique des réalités, il attendait le moment propice pour descendre et libérer les Albanais de la plaine, en leur apportant l'héritage commun de la langue et des traditions millénaires. Ce moment a tardé, mais il est enfin venu.

Voyons maintenant les résultats que l'islamisation proprement dite et la colonisation ont donnés à l'économie rurale du pays. Les deux causes, d'ailleurs, ont eu les mêmes effets, toutes deux se résument en une seule : le changement du maître de la terre.

Les nouveaux propriétaires de la terre n'étaient pas paysans. Ils ne connaissaient rien à la culture des champs conquis. Leur caractère indolent et désordonné n'est pas à démontrer. Par de nouvelles acquisitions, l'étendue de leurs terres, toujours grandissante, rendait d'autre part l'exploitation directe pratiquement impraticable. Les imitant en cela comme en tout, les convertis s'employaient eux aussi à vivre d'autre chose que de la besogne du laboureur. L'Etat prêtait sa force aux deux catégories en vue de l'exploitation du paysan dépossédé ou dont les terres avaient été émiettées. L'absentéisme des propriétaires, phénomène général en pays

de grande propriété, se transformait en désintéressement complet, lorsque ceux-ci, appelés à des charges publiques, partaient à Stamboul ou ailleurs dans l'Empire, en laissant le soin de la terre à un administrateur qui, souvent, n'était pas plus cultivateur qu'eux-mêmes. Il faut signaler qu'une grande partie des convertis, qui malgré tout gardaient certaines qualités de la race et en premier lieu l'amour du travail, étaient très souvent appelés à des charges très importantes. Les cadres de l'administration turque pullulaient d'Albanais, qui ont toujours montré des aptitudes remarquables. Entre temps, les champs restaient privés du principal intéressé à la production, du maître. Celui-ci se désintéressait de la terre non seulement matériellement, mais aussi de son rendement. Royalement rétribué par son poste et tirant une infinité de bénéfices de sa charge, il trouvait insignifiant le revenu qu'il pouvait tirer des terres qui lui appartenaient. Sa famille, quand elle ne le suivait pas, quittait cependant le village pour se fixer dans une ville de l'Albanie où la vie était plus tranquille, et là elle vivait de ce que le chef envoyait, les produits de ses terres étant d'une importance secondaire pour son budget.

Le paysan obligé de travailler sur une terre qu'il savait sienne et qu'il voyait lui échapper, découragé, sans capitaux, sans direction, travaillait mal et produisait peu. Il savait d'avance qu'une grande partie du produit de ses peines irait entre les mains du propriétaire ou de son administrateur, et qu'une partie infime lui resterait pour ses besoins personnels. D'ailleurs ce qu'on lui laissait ne suffisait presque jamais à lui per-

mettre d'attendre la nouvelle récolte, et ce même paysan, pour se nourrir, devait s'endetter vis-à-vis du propriétaire, dont la part, dans la récolte suivante, était encore augmentée par le remboursement de la dette et des intérêts du prêt en nature. D'autre part, très souvent le paysan devait faire vivre, sur sa maigre part, les bandits de grande route et les révoltés qui prenaient la montagne et venaient le réquisitionner. Il supportait donc, en plus des risques naturels à toute exploitation agricole, les risques spéciaux dus à l'état d'insécurité du pays. Enfin et surtout, le paysan albanais fut laissé pendant les cinq siècles de la domination ottomane dans une ignorance sans égale ; comme toujours, cette ignorance servait l'oppresseur ; et cela au moment où à quelques pas de lui, de l'autre côté de l'Adriatique, les ténèbres se dissipaient et la lumière des lettres et de la science commençait à luire. Malgré l'influence des beys albanais dans l'Empire, il a fallu attendre l'année 1908 pour être autorisé à écrire l'albanais. Dans ces conditions la production agricole ne pouvait que diminuer, l'appauvrissement du paysan s'accroître et l'économie du pays périliter. S'il y avait eu des statistiques à cette époque, la démonstration de cette opinion aurait été très facile, mais en leur absence, nous devons nous contenter de sa logique irréfutable.

Les quelques paysans restés libres dans leurs terres, qui pour diverses raisons n'avaient pas attiré le regard des puissants, ou d'autres qui étaient arrivés malgré tout à pouvoir acheter une parcelle aux propriétaires à court d'argent, n'avaient ni les moyens ni l'envie de les travailler intensivement. Les facilités écono-

miques, les outils, les routes manquaient totalement. La peur d'attirer sur une terre fertile le regard envieux d'un puissant, s'ajoutait à la crainte du bandit de route venant réquisitionner ; quelques villages — généralement non musulmanisés — s'organisèrent cependant pour améliorer leurs champs et éviter les désavantages que nous venons de signaler. Ces tentatives furent très fréquentes dans la péninsule balkanique pendant l'occupation turque ; elles donnèrent même un commencement d'organisation du crédit agricole au moyen des coopératives, surtout en Yougoslavie et en Bulgarie qui constituaient alors le vilayet du Danube administré par Midhat Pacha. Mais en ce qui concerne l'Albanie, les vexations multiples dont les particuliers, et surtout le paysan, sans protecteur, étaient l'objet, eurent vite fait de décourager ces initiatives. Les paysans de ces villages commencèrent à s'expatrier en partant vers les quatre points du globe ; lorsque l'émigration vers l'Amérique fut possible, l'Albanais, surtout celui du sud, se rua vers elle, pour se soustraire au régime pratiqué sur sa terre natale. Laissant les vieillards, les femmes et les enfants au village ou à la ville, les paysans capables de travailler les champs, allaient gagner leur vie dans les usines du nouveau monde. Ils envoyaient eux aussi les subsides nécessaires à leur famille, modestement, mais tout comme le faisaient les dignitaires albanais de l'Empire. Après de longues années d'absence, ils revenaient, avec une santé souvent ébranlée par les privations de l'émigration, mais aussi avec quelques économies pour améliorer la maison paternelle ou prendre un petit commerce dans une ville et y vivre modestement, pendant

que leurs fils ayant grandi durant leur absence, prenaient à leur tour le chemin de l'émigration.

Ainsi l'Albanie, vers la fin du siècle précédent et le commencement du vingtième, était devenu un pays d'émigrants. L'émigration vers l'étranger ou vers Stamboul et les provinces lointaines de l'Empire, faisait entrer dans le pays des capitaux envoyés par les expatriés. L'émigration vers l'Amérique et vers les pays de l'Europe, où les idées de liberté et de justice bouleversaient la base de l'ancien monde, éclairait les Albans endormis par des siècles de domination, et les préparait à la résurrection de la patrie. D'autre part, il est incontestable que cette émigration, en privant la terre de mains vigoureuses, contribua grandement à la périclitisation de l'agriculture qui était, est, et restera le fondement économique et social de l'existence du pays. Une récente décision gouvernementale interdisant l'émigration non motivée, prouve que cette opinion est parfaitement juste.

Cinq siècles de domination étrangère ont ainsi suffi à transformer ce pays essentiellement agricole en tout autre chose. Le rendement agricole des femmes et des enfants ne pouvait être important. Ceux-ci vivaient d'ailleurs dans l'attente du courrier ou du retour de l'émigrant avec le désir de se transporter au centre le plus proche, espérant y trouver un peu plus de sécurité et moins de convoitise. Mais la pratique de l'émigration a eu par contre un résultat satisfaisant d'ordre psychologique qui pourra être exploité dans l'avenir. Durant l'absence des hommes — comme pendant la guerre en Europe — les femmes se sont habituées à faire face à la

vie en dirigeant elles-mêmes leurs familles ; et voilà qui explique qu'encore aujourd'hui les femmes paysannes aussi bien que les femmes de propriétaires, peuvent, le cas échéant, assumer la responsabilité d'une fonction économique très importante.

Telle était, en lignes très générales, la situation du pays au point de vue agricole au moment où, mettant à profit la crise politique de l'Empire et les guerres balkaniques, les commerçants albanais du dehors et les montagnards restés libres, entreprirent et réussirent la libération de leur pays, qui devait très vite être agrégé à la famille des Puissances européennes.

Pendant les premières années qui suivirent l'indépendance, on ne pouvait songer à une organisation économique. On s'efforçait de faire face aux multiples difficultés intérieures et extérieures par une organisation administrative rudimentaire. Le pays vivait économiquement sur le capital accumulé principalement par l'émigration, pendant les années précédentes, et l'Etat vivait de quelques emprunts consentis par les ouvriers albanais de l'Amérique. Ensuite la guerre européenne éclata, et l'Albanie, bien que reconnue neutre, comme la Belgique, fut, comme elle, mais avec moins de bruit, occupée par les armées des Puissances belligérantes. Elle vécut jusqu'en 1920 à l'état d'économie de guerre. En 1920, l'Assemblée Nationale de Lushnja affirma de nouveau la volonté du peuple d'être libre et indépendant. Mais alors commencèrent des difficultés d'ordre intérieur. Une crise politique aiguë avec révolutions et contre-révolutions affaiblit économiquement et politiquement le pays. C'est à peine en 1925 que commence

une ère de stabilité intérieure avec la proclamation de la République albanaise ; stabilité que renforça la proclamation de la monarchie en 1928.

Nous pouvons donc dire que depuis 1925 la stabilité intérieure fut telle qu'elle permit le travail constructif. De ce point de vue ces quelques années ne furent pas perdues. Mais tout était à construire. L'aide internationale a fait complètement défaut bien que l'Albanie en fît la demande à Genève. La sécurité intérieure, les routes, la reconstruction des ruines causées par la guerre, l'administration locale et communale, les lois, l'armée étaient autant de problèmes pour ce petit Etat. C'est durant ces quelques années que tout fut créé. Tirana, proclamée capitale du pays, fut construite et reliée avec les autres centres par des routes carrossables. Une administration centrale sur le modèle européen fut installée dans la capitale. L'armée et la gendarmerie furent organisées par des officiers italiens et anglais. Les Codes civil et commercial furent votés et mis en vigueur ; ils abolissaient ainsi les diverses législations d'inspiration religieuse ou de tradition montagnarde qui régissaient jusqu'alors les relations des Albanais entre eux. Une Banque Nationale fut créée pour l'émission.

Mais le grand problème du pays est la question économique, qui est surtout une question d'économie rurale, parce que, comme je l'ai exposé à plusieurs reprises, la vie économique du pays repose entièrement sur l'agriculture. L'industrie fait défaut, et si jamais on essaie de l'organiser, ce ne sera qu'en vue des débouchés intérieurs et par conséquent à une échelle limitée. Les possibilités du commerce sont assez réduites, car,

malgré la position géographique excellente de l'Albanie, le commerce de transit n'y est pas développé ; la cause en est surtout dans l'absence des moyens de communication. En Albanie, il n'y a pas de voies ferrées, ni de routes en état d'assurer un grand trafic international. La route allant de l'Occident à l'Orient serait peut-être grandement raccourcie, si elle pouvait passer par l'Albanie, en empruntant une ligne commençant à Durrazzo ou à Valona et finissant à Salonique. Le détour actuel à travers l'Europe Centrale et orientale serait évité. Les plans n'ont pas manqué. Après les expériences assez décevantes des chemins de fer étrangers toujours en déficit, un réseau routier pour automobiles fut envisagé. Mais il faut percer les montagnes de l'Est et ces travaux exigent de nombreux capitaux.

A défaut donc de l'industrie et du commerce, c'est sur l'agriculture que le pays doit vivre. Tous les facteurs économiques gravitent autour du paysan qui est la base économique de l'Albanie.

Nous avons vu dans quel état végétait ce paysan durant les siècles de domination étrangère. Désespéré et mortifié par toutes sortes de vexations, mal nourri et encore plus mal logé, malade par conséquent, n'ayant que des devoirs et des obligations, il menait une vie insupportable, ayant peur du propriétaire, de l'autorité étrangère et du bandit de la route. Son amour du travail avait disparu ; il était persuadé que, malgré ses efforts, il n'aurait jamais d'amélioration à espérer. Il était donc devenu indolent comme ses maîtres et paresseux. Seules les mauvaises conditions de sa vie auraient pu, d'ailleurs, le conduire à l'indolence par faiblesse phy-

sique, si son endurance morale avait pu même résister à la dure épreuve de l'occupation. Les quelques paysans restés propriétaires, par crainte du ravisseur officiel ou du bandit, ne faisaient aucun effort pour améliorer leurs terres et pour épargner, parce qu'ils savaient qu'ils travaillaient pour les autres. Aussitôt qu'ils le pouvaient, dès le retour de l'émigrant de la famille avec quelques économies, ils abandonnaient le village pour la ville. Cet exode rural s'accroît davantage avec la création de l'administration qui eut besoin de fonctionnaires, de gendarmes, de soldats. Même la vie dure de la caserne est considérée comme un rêve par le paysan, qui n'a chez lui ni lit, ni bonne nourriture, ni l'instruction qu'on trouve à la caserne. Les jeunes gens s'éloignent du village pour mieux vivre et aussi pour s'affranchir des règles sévères qui, par tradition, régissent la famille albanaise ; ils pensent aussi pouvoir aider leur famille par leur travail dans les villes. Mais la campagne continue à perdre ses bras. Ce déclin économique de la campagne s'accroît tout naturellement pendant les premières années de l'indépendance, années de guerre étrangère et de troubles civils, comme nous l'avons exposé plus haut. Les armées étrangères laissèrent dans le pays une somme considérable d'argent. M. Calmès l'estime à 100.000.000 de francs-or. Cet argent, avec celui venant des émigrants, pouvait être fort utile à l'organisation économique du pays, mais, pendant les premières années après la guerre, de fortes sommes sortirent du pays pour lui permettre de s'approvisionner. M. Calmès calcule que, pour l'année 1921, 7.556.657 francs-or sont sortis du pays, et depuis, la

fuite des capitaux n'a pas été enrayée, surtout par suite du déséquilibre effrayant de la balance commerciale. La ressource de l'émigration fut très vite tarie. La protection accordée à la production nationale, frappant les pays exportateurs, fut bientôt étendue à la main-d'œuvre nationale, arrêtant ainsi l'émigration des peuples pauvres. L'Albanais ne pouvait presque plus s'expatrier, et celui qui se trouvait émigré devenait chômeur et était dans l'impossibilité d'envoyer quoi que ce soit chez lui. L'Albanie souffre de la crise dans l'émigration et également de la crise économique générale en tant que pays agricole, puisque la crise est essentiellement agricole. La situation économique du paysan devient encore pire.

La pression du propriétaire terrien grandit en même temps, pesant davantage sur le paysan. Naturellement, elle n'est plus légale ni protégée par l'administration comme au temps de la domination turque. Bien au contraire, les lois de l'Albanie libre établissent l'égalité de tous. Mais les siècles passés avaient habitué le paysan à considérer le propriétaire comme un maître. Son ignorance ne lui permettait pas de se rendre compte du changement survenu ; il se montrait d'ailleurs très méfiant envers ces nouveautés ; à cet égard, le paysan albanais ressemble aux autres paysans.

La proclamation de l'indépendance et surtout le déclin de l'Empire décidèrent le retour au pays de tous ceux qui, s'étant désintéressés de leurs propriétés en Albanie, servaient dans les autres provinces de l'Empire, où ils gagnaient de l'argent et des honneurs. N'ayant plus de provinces à administrer, ni d'armées à

commander, ils rentraient dans leur pays d'origine, où, se réclamant des dignités acquises dans le service étranger, ils prétendaient aux plus grandes charges du pays dont ils s'étaient pourtant jusqu'alors désintéressés. Mais ce que nous retenons de ce fait, c'est que leur rentrée, pour quelque motif qu'elle ait eu lieu, les mettait plus près de leurs propriétés et par conséquent du paysan. D'ailleurs, ils ne réussirent pas toujours à se caser dans l'administration, et lorsqu'ils y parvenaient, le traitement était si minime par rapport aux besoins qu'ils s'étaient créés avec les larges revenus des charges de l'Empire, que, fonctionnaires ou non, ils étaient obligés de combler les vides de leur budget par les revenus de leurs terres : le paysan devait donc « rendre » davantage. Même quand ils étaient fonctionnaires, ils n'arrivaient pas toujours à se défaire des habitudes acquises et ils utilisaient l'autorité de leur fonction pour effrayer le paysan.

Au début, celui-ci ne protestait pas ; il ignorait en avoir le droit ; il s'imaginait que les fonctionnaires étaient toujours les mêmes et avaient les mêmes droits qu'aux temps révolus. L'Etat, lui, n'avait pas encore la force suffisante pour entreprendre une action contre ces propriétaires qui, malgré tout, restaient des éléments utiles par suite de l'expérience qu'ils avaient acquise dans l'administration turque ; ils avaient en outre une influence traditionnelle et réelle sur le paysan qui les croyait forts grâce à la possession de la terre. L'Etat, n'ayant pas encore de service d'inspection, ne pouvait se rendre compte de tous les abus. Enfin ceux qui au-

raient pu exercer le contrôle, étaient eux aussi de la même souche et souvent apparentés à ceux qu'ils avaient à contrôler.

Avant d'améliorer le sort du paysan, il fallait non seulement détruire chez lui la peur du maître, en lui prouvant que celui-ci n'avait plus de puissance, mais aussi créer des cadres nouveaux de mentalité occidentale. Ce ne fut pas aisé et naturellement cela demanda du temps.

Enfin, c'est à cette époque surtout que le fléau de l'usure se fit sentir de plus en plus contre le paysan non propriétaire et celui qui ne possédait que quelques hectares. Pour rendre clair ce dernier point, il faut examiner l'organisation de l'exploitation agricole en Albanie.

Le plus grand propriétaire en Albanie est incontestablement l'Etat. M. Calmès chiffrait, en 1922, à 50.000 ha. les terres lui appartenant. Il a hérité, en effet, des terres de l'Etat turc, en plus des terres personnelles du Sultan. Ces terres sont louées et n'apportent à l'Etat qu'un tiers de leur production. Ce système est le droit commun du régime de l'exploitation rurale en Albanie.

Après l'Etat, la plus grande partie des terres appartient certainement aux grands propriétaires. Il n'y a pas encore de cadastre en Albanie et les statistiques sont plutôt rares. Mais cette affirmation, formulée en termes généraux, est certainement la plus exacte. Ces grands propriétaires sont ou bien les fondations pieuses, musulmanes (wakf) ou chrétiennes (celles-ci beaucoup moins importantes que celles-là), ou bien un nombre restreint de propriétaires individuels. Tous ces grands propriétaires exploitent leurs terres à la manière de l'Etat, c'est-à-dire au moyen du système du métayage. Pour-

tant il est utile de remarquer que le lien entre le propriétaire individuel et le métayer est beaucoup plus direct que celui du locataire envers l'Etat ou encore la fondation pieuse. L'existence et la présence du propriétaire sont beaucoup plus ressenties par le paysan travaillant sur les terres privées. Le fait a son avantage et son désavantage.

Après ces très grands propriétaires, viennent ceux — beaucoup plus nombreux — que nous appellerons pour les distinguer des précédents, propriétaires moyens. Ils sont « moyens » en comparaison des gros possesseurs, mais, par rapport aux petits propriétaires — très peu nombreux — ils semblent eux aussi des « gros ». Le système de l'exploitation est toujours le même, mais ici le rôle de l'intermédiaire entre propriétaire et paysan est minime ; cet intermédiaire n'est plus qu'un simple employé, le propriétaire tenant à conclure lui-même ses affaires avec le paysan, chose que le grand propriétaire ne veut et ne peut pas faire. Cette présence constante du propriétaire moyen et son contact continu avec le paysan entraînent des conséquences importantes au point de vue économique et social, comme nous le verrons par la suite.

Finalement vient le petit propriétaire. Celui-ci ne possède que quelques mètres carrés de terre ; sa production suffit à peine aux besoins très limités d'une famille souvent nombreuse. Si des dépenses excessives surviennent, qui pour lui se traduisent par la maladie, qui nécessite des frais élevés, ou un mariage, il est obligé d'emprunter pour y faire face. Les terres des petits propriétaires sont travaillées généralement par les fem-

mes et les jeunes gens, car, dans la majorité des cas, les chefs de la famille et les hommes jugés les meilleurs ont une occupation dans la ville voisine, ou une ville plus éloignée, pour aider leur famille. L'importance économique de ces petits propriétaires, aussi bien quant à leur nombre que quant à leur production, est infime.

Étant donné ce système d'exploitation rurale, il reste au paysan travailleur les deux tiers de la production. Mais ces deux tiers ne suffisent pas à ses besoins. Les raisons en sont multiples. La culture primitive (jamais intensive), l'absence complète de procédés modernes, le désintéressement du propriétaire et celui du paysan, qui travaille sans goût, sont les principales. Le grand et le moyen propriétaire se tirent d'affaire parce que chacun possède à lui seul beaucoup de terres, et qu'il exploite aussi autrement le paysan. Pour toute question administrative, pour tout conflit, même minime, le paysan a recours au propriétaire et demande son intervention. Celle-ci n'est jamais gratuite. Le paysan arrive chez le propriétaire avec des prestations en nature que ce dernier ne pense jamais à payer ; elles sont pourtant déduites de la part restreinte qui lui revient, après le partage : elles diminuent donc sensiblement son gain et ses provisions pour l'année.

Pour le reste de l'année, il doit recourir de nouveau au propriétaire. Celui-ci, en lui prêtant en nature ou en espèces, compte un taux exorbitant. Jamais le paysan n'est en état de rembourser sa dette. La part du propriétaire dans la récolte s'augmente des intérêts que le paysan lui paie. Ainsi le propriétaire devient usurier. Il est vrai que pour le remboursement du capital prêté,

le propriétaire n'est pas aussi farouche que l'usurier proprement dit. Dans bien des cas, cette indulgence peut s'expliquer par le fait que le propriétaire connaît bien le paysan et a pitié de lui ; mais, même s'il voulait exécuter, il ne saurait arriver à récupérer sa dette, le paysan n'ayant rien : le propriétaire le sait, et il préfère se contenter de tirer du capital prêté une rente toujours grandissante plutôt que perdre capital et rente en anéantissant le paysan par les mesures légales d'une exécution judiciaire complète ; il s'assure en même temps la reconnaissance du paysan qui se considère son obligé. Il en résulte que le paysan, s'endettant de plus en plus, perd en fait sa liberté.

Mais le drame devient encore plus tragique près des grandes villes. Là les usuriers pullulent. Ce sont d'anciens propriétaires ayant vendu à bon compte leurs terres, des émigrants revenus avec un petit capital, des commerçants ayant un petit commerce, surtout de céréales, enfin des femmes ayant hérité d'une petite somme ; tous ces usuriers se privent de tout, vivent lamentablement pour employer leur petit capital, qui très vite s'agrandira, à accorder de petits emprunts à court terme au paysan nécessiteux. Le taux d'intérêt, d'après M. Bejleri, atteint souvent 100 % ; je crois que des exemples de taux bien supérieurs ne sont pas rares. L'emprunt est consenti en bonne et due forme, par ces fins connaisseurs de la procédure. Le taux est en majeure partie prélevé d'avance ; la garantie est ou bien personnelle par une autre personne, ou hypothécaire, ou même, ces derniers temps, elle consistait dans la vente conditionnelle d'un immeuble ; les frais naturellement

très élevés sont supportés par le paysan qui se croit obligé d'apporter aussi un petit cadeau en nature au prêteur. Lorsque le terme fixé arrive, le paysan est dans l'impossibilité de payer et l'exécution est inévitable. C'est d'ailleurs souvent en prévision de cette exécution que le prêt a été consenti. On commence d'abord par forcer le paysan de vendre sa récolte à un moment inopportun. Le marchand de céréales, qui souvent est le prêteur lui-même, est là pour consentir le « sacrifice » d'acheter la récolte à un prix dérisoire ; c'est souvent le prix du marché qui est, pour la circonstance, artificiellement abaissé. Déjà l'opération est fructueuse, car ces mêmes produits seront vendus plus tard à ce même paysan à un prix exorbitant. Si la récolte ainsi vendue ne suffit pas à libérer le paysan, l'exécution continue jusqu'à l'épuisement complet du créancier. Cela est indifférent à l'usurier puisque les terres que le paysan travaille ne lui appartiennent pas. Mais si l'emprunt est consenti à un petit ou à un moyen propriétaire, qui aurait trop mal géré ses affaires ou qui aurait accepté de se porter garant pour un autre, l'exécution est proprement l'expropriation et l'usurier devient propriétaire des terres. Le paysan ne connaîtra jamais un maître plus farouche.

Après cet exposé, il est inutile d'insister davantage sur les causes de l'état déplorable de l'économie rurale du pays, pendant les premières années d'après-guerre. La nécessité urgente d'une réforme portant sur la propriété, l'exploitation et le crédit agricole était incontestable. On ne pouvait pas l'ajourner, sous peine de voir ce peuple s'écrouler précisément au moment même où il avait retrouvé son indépendance.

C. Réforme agraire, amélioration dans l'exploitation, banque agraire et difficultés du premier projet

(Réformes agraires ; leur ajournement ; l'immigration. — Progrès technique. — Le crédit agricole ; initiative de l'Etat ; la Banque agricole, son capital. — Politique agraire. — Réaction du pays envers les réformes).

La première réforme à envisager après l'établissement complet de la sécurité dans le pays, fut la réforme agraire. Les autres pays balkaniques et ceux de l'Europe centrale avaient déjà donné l'exemple. Naturellement, l'Etat devait procéder à l'expropriation légale des propriétaires terriens contre une juste et préalable indemnité, faisant jouer l'expropriation pour cause d'utilité publique, prévue par la Constitution. Ensuite, il devait partager la terre entre les paysans contre une juste redevance, échelonnée obligatoirement sur de longues années ; les modalités de la réforme agraire en Albanie furent telles que le préjudice porté aux propriétaires ne fut pas grand. Seul le tiers de leurs immenses terres non cultivées était passible d'expropriation ; l'application de la réforme devait être graduelle et elle fut très lente.

En principe, la terre doit appartenir à celui qui la laboure et retire à celui qui, pendant tant de siècles, l'avait laissée en friche. Le moment de la concentration du pouvoir opérée par la monarchie était l'occasion la plus propice pour une telle réforme. Après les

premières années qui suivirent l'indépendance, caractérisées par l'établissement d'un Etat légalement démocratique, mais pratiquement aristocratique, l'instauration d'une monarchie nationale et centralisatrice ne pouvait mieux se manifester que par l'entreprise d'une réforme agraire conforme aux dispositions assurant le principe de la propriété. La réforme agraire fut donc décrétée dès le début de la monarchie en 1930. Cette réforme devait se réaliser progressivement et par étapes, pour permettre à l'Etat d'indemniser les propriétaires d'une part et de procéder à l'établissement rationnel des paysans d'autre part.

Naturellement, la résistance des grands propriétaires ne se fit pas attendre. Les conditions de la politique intérieure lui donnèrent un aspect indirect et sourd. Aussitôt, ils commencèrent par faire valoir que l'Etat, en sa qualité de plus grand propriétaire, devait donner l'exemple, en appliquant la réforme sur ses propres terres. L'argument, juste peut-être à l'égard de l'économie, l'était sûrement moins au point de vue social. Car il ne faut pas oublier que la réforme agraire en dehors de son but économique avait aussi un contenu profondément social. Dans la suite de ce chapitre, nous verrons en détail la réaction des propriétaires. Pourtant les circonstances ont voulu qu'on commençât par les propriétés de l'Etat et on fit ainsi le jeu des grands propriétaires.

En effet, à cette époque, les conditions de politique étrangère et les réformes effectuées en Vieille Serbie décidèrent une immigration vers l'Albanie libre. Les populations albanaises, vivant en dehors des frontières

politiques de l'Etat, furent forcées, par la politique pratiquée en Yougoslavie à leur égard, d'abandonner leurs terres fertiles de Kosovo, pour émigrer hors de l'Etat yougoslave, facilitant ainsi la colonisation intérieure de la Vieille Serbie. L'Etat albanais fut obligé, pour ne pas perdre à jamais cette population, de l'accepter dans ses frontières et de l'installer dans des conditions à peu près égales à celles qu'elle avait laissées en s'expatriant. Sous la forme légale fournie par la loi de la réforme agraire et par les soins de l'administration créée pour son application, on entreprit l'installation de cette population immigrante. Les terres de l'Etat étaient immédiatement libres et les formalités de leur expropriation ne présentaient pas de difficultés. L'établissement des Kosovars était urgent ; on prit ce qu'on avait le plus facilement sous la main. D'autre part l'installation de ces paysans immigrants demandait des fonds importants. On utilisa pour elle les fonds qui pouvaient et devaient servir à l'application de la réforme agraire. Un simple regard sur le budget de l'Etat albanais suffit pour prouver qu'une fois ces fonds épuisés, on ne pouvait en affecter d'autres à la réforme agraire proprement dite. D'autant plus qu'à ce même moment, pour diverses raisons les possibilités financières du trésor public furent considérablement réduites. On fut astreint à des compressions telles que la continuation de la politique de l'installation des immigrants constituait un sacrifice pour le pays. Par conséquent la réforme agraire, en tant que mesure de transformation de l'élément « terre » dans l'économie rurale du pays, a marqué un point d'arrêt.

Au contraire la deuxième réforme nécessaire, la transformation de l'exploitation par l'application des méthodes modernes et scientifiques dans la production, a marqué pendant ces mêmes années un progrès incontestable.

L'Etat créa à Lushnja une école d'agriculture pour préparer ceux qui devaient guider les paysans. Dans les programmes des écoles des centres ruraux, des éléments utiles aux paysans furent introduits et enfin, à l'Institut Technique de Tirana, une section d'agriculture fut créée, avec une ferme-modèle à sa disposition. Chaque année, le pays envoya à l'étranger un nombre croissant d'étudiants pour se familiariser avec les questions agricoles, et quand ces jeunes gens revenaient, on les plaçait immédiatement à la tête d'une administration agricole. Ainsi l'instruction se diffusait dans la campagne. Le service médical fut réorganisé aussi bien que le service vétérinaire. L'Etat favorisait l'utilisation d'outils plus perfectionnés. On créa de nouvelles fermes et stations où le paysan vient chercher des directives. Une attention spéciale fut donnée au sélectionnement, non seulement des semences, mais aussi des animaux d'élevage ; il ne faut jamais oublier que l'élevage est le second facteur important de l'économie albanaise.

Enfin et surtout, l'Etat albanais s'appliqua par une réforme administrative adéquate à faire sentir au paysan albanais sa présence protectrice en vue de le libérer de l'influence du propriétaire local. La création de l'administration communale a été, à cet égard, une idée plus qu'heureuse. Les chefs des Communes furent spécialement préparés à leur tâche, afin d'être en mesure

de donner tous les conseils nécessaires au paysan pour son travail ou pour sa vie habituelle. Cette préparation spéciale, mise en pratique par des chefs dont le jeune âge est un parfait stimulant au travail, est vraiment utile pour l'amélioration de la mentalité paysanne. On utilise de plus en plus l'instituteur, qui est non seulement le maître de ses élèves, mais aussi le conseiller des parents. C'est lui qui par son exemple sera le guide du paysan ; il faudrait peut-être l'encourager à s'installer dans le village avec l'intention d'y rester pour faire de lui un paysan servant de modèle aux autres. La caserne aussi rend des services appréciables en raison des cours d'instruction que les conscrits paysans y reçoivent et qui portent souvent sur des matières utiles à l'agriculture. Les réformes concernant l'organisation technique de la campagne, à l'encontre de celles qui concernent la transformation de la propriété, font donc des progrès évidents.

Mais il ne suffit pas de donner des terres aux paysans en les initiant aux nouvelles méthodes de culture. Comme ils ne possèdent pas de capitaux, il faut aussi leur donner les moyens matériels de cultiver la terre. Il faut leur fournir le bétail, les outils, l'argent pour leur permettre d'attendre la récolte et vendre au moment propice ; enfin il faut mettre à leur disposition les sommes nécessaires pour effectuer des aménagements utiles et durables afin de produire mieux et plus. En un mot, il faut leur procurer des capitaux et dans des conditions telles qu'ils puissent améliorer leur situation et qu'ils ne soient pas obligés, comme par le passé, de vendre leurs champs pour payer leurs dettes. Le problème du crédit agricole est ainsi posé d'une façon précise.

L'Etat albanais a compris la nécessité du crédit agricole. Laisser son organisation à l'initiative privée, c'était attendre une évolution lente des conditions économiques du pays. Des initiatives privées furent tentées dans ce sens, mais, comme on le verra par la suite, elles donnèrent des résultats tout à fait insuffisants ; d'ailleurs l'histoire des villages libres de l'époque turque n'était point encourageante. Il fallait donc à nouveau l'intervention de l'Etat pour l'organisation du crédit agricole.

La création d'une banque agricole retint l'attention des dirigeants. Mais le capital de cette banque devait encore provenir du budget de l'Etat parce qu'on ne devait pas compter sur le capital national ; de plus, il fallait éviter pour un but pareil de faire appel directement aux capitaux étrangers ; et pourtant, en ce temps (1931-1933), on ne pouvait demander un tel effort à la trésorerie de l'Etat.

On essaya un autre système pour trouver ce capital de début. Une mesure obligatoire fut prise, consistant dans la retenue d'un traitement mensuel de tous les fonctionnaires et en leur promettant en échange des actions de la future banque. Ceci fut fait dans l'espoir que cet exemple encouragerait la souscription publique. Mais la trésorerie, à cette époque, était en si mauvaise posture, qu'elle a dû, pour des besoins plus pressants, utiliser le capital ainsi institué et la création de la banque agricole fut remise à plus tard.

Entre temps, on a paré au plus pressé en aidant le paysan d'une autre manière moins coûteuse. D'abord on lui a fourni la semence. En l'aidant, on espérait aussi

obtenir la standardisation de la production. L'inconsience du paysan nécessaire, ajoutée aux abus administratifs de la distribution, fit échouer complètement cette mesure. Le paysan très souvent consommait le blé des semailles donné par l'Etat, car il n'avait autre chose à manger. L'Etat fut à plusieurs reprises obligé de distribuer des céréales pour la consommation, surtout aux montagnards menacés par la famine.

Le moratoire fut une autre mesure d'aide aux paysans. Mais toutes ses dispositions n'étaient que des palliatifs provisoires et souvent préjudiciables tant à l'économie du pays qu'à l'Etat et au paysan ; ce dernier s'habitua à attendre tout de l'Etat sans faire aucun effort.

Le crédit agricole devait s'organiser d'une façon scientifique et rationnelle. Le besoin d'une banque de crédit agricole devenait impérieux et sa création fut finalement décidée.

Avant d'exposer l'historique de la création de cette banque, il est utile de voir sommairement les réactions des propriétaires et des paysans vis-à-vis des réformes tentées ou réalisées par l'Etat dans la structure de l'économie rurale albanaise. Cela est utile non seulement pour l'histoire, mais aussi pour pouvoir, dans une certaine mesure, prévoir les réactions qui se produiront vis-à-vis du crédit agricole.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que l'annonce d'une réforme agraire ait provoqué une réaction de la part des propriétaires. Comme nous l'avons vu, pour des raisons politiques d'ordre intérieur, cette réaction n'a pu se manifester ouvertement. Pourtant elle existe mal-

gré toute apparence et le fait qu'elle ne s'extériorise pas ne fait qu'augmenter l'hostilité profonde des propriétaires contre l'application réelle de la réforme et les rend plus chicaniers envers le paysan endetté. Leur indulgence, qui empêchait jusqu'ici les mesures exécutives par trop sévères, se trouve amoindrie. Le paysan ne voit plus le propriétaire aussi attentif à ses demandes d'interventions multiples auprès des autorités. C'est qu'ils n'ont plus aucune raison de les ménager puisqu'ils savent qu'avant peu, les paysans ne devront plus subir leur influence. Les crédits qu'ils accordaient naguère aux métayers, diminuent, non seulement par mesure de représailles contre ceux qu'ils considèrent comme les responsables de la réforme, mais aussi par prudence, puisque les diverses lois, suspendant le paiement des dettes, les rendent plus méfiants, craignant le renouvellement de mesures analogues.

Les réactions des propriétaires, et surtout la restriction du crédit, ont provoqué des sentiments analogues chez le paysan. Ne pouvant pas comprendre, il constate que le propriétaire ne le protège plus autant, qu'il exige avec plus de pression le paiement de l'argent avancé et qu'il ne donne plus de crédit. Cela ne heurte pas seulement ses habitudes, mais aussi sa situation économique momentanée. Son ignorance le pousse à rendre la réforme agraire responsable du revirement du propriétaire ; il se pose lui aussi en adversaire de celle-ci. Son opposition latente diminue de beaucoup la pression des éléments intelligents qui poussent vers l'application de la réforme.

L'esprit casanier des paysans se manifeste encore

contre les réformes portant sur l'exploitation technique de la terre. Le paysan n'accepte d'appliquer les enseignements de la science qu'avec difficulté. Tout cela représente pour lui des nouveautés incompréhensibles. D'ailleurs, cette mentalité conservatrice n'est point spéciale au paysan albanais.

Au contraire, le propriétaire accepte généralement avec empressement les instructions des spécialistes ; son instruction l'y pousse en même temps qu'un snobisme, assez développé dans cette catégorie de la population albanaise, l'y entraîne. Il comprend et il espère d'ailleurs qu'en appliquant immédiatement les nouveaux procédés, il tirera le plus possible de profits de cette terre qu'il est en voie de perdre.

Quant aux réformes relatives au crédit, nous avons vu que les réalisations sont encore des palliatifs. Le paysan trouve excellente la distribution des semences ou des céréales pour sa consommation ; il s'étonne seulement qu'on veuille contrôler l'usage qu'il en fait. Il accepte avec plaisir la suspension du paiement des dettes, parce que, comme tout paysan, il n'est pas pressé de les payer. Tout en restant réfractaire aux réformes, il ne comprend pas que les problèmes qui le concernent ne soient pas résolus par ces méthodes.

Le propriétaire en face du moratoire prend la position dictée par l'importance relative de ses créances et de ses dettes.

D. La création de la Banque agraire en 1937

(L'initiative de l'Etat. — L'expérience des autres pays. — Le rôle de l'Etat dans l'économie albanaise. — Le Problème économique de l'Albanie).

Nous avons vu qu'un premier projet de banque, destiné à organiser le crédit agricole, avait été envisagé sans succès, en raison de l'état de gêne de la trésorerie et du manque de capitaux, consentant à se laisser employer. Nous avons signalé aussi qu'il ne fallait pas faire appel aux capitaux étrangers ; si un tel appel avait été lancé et entendu, les capitaux étrangers auraient pris une hypothèque trop importante sur la terre albanaise.

L'initiative de l'Etat en matière de crédit agricole était donc nécessaire et indispensable. Les discussions doctrinaires et les préférences en faveur de l'intervention ou de la non-intervention de l'Etat dans cette matière n'ont actuellement aucune importance pour le cas de l'Albanie. La doctrine libérale ne peut y trouver d'application, étant donné que l'initiative privée fait complètement défaut.

D'ailleurs, les autres pays de la péninsule ont passé par cette étape. Il est vrai que certains d'entre eux, après expérience, sont revenus à la doctrine libérale, pour éviter les défauts multiples des entreprises de l'Etat. Mais sans prendre position pour l'un ou pour l'autre système, on peut dire qu'un fait est certain :

c'est que la création du crédit agricole par l'intervention de l'Etat, a montré à l'initiative privée et aux capitaux trop prudents la route à suivre. Si tel devait être le résultat de la création de la Banque agricole en Albanie, il serait certainement appréciable.

L'Etat albanais a donc opté pour ce système. Son choix d'ailleurs est parfaitement dans les directions de la politique générale qu'il poursuit et plus spécialement dans sa conception de la politique économique.

L'Etat albanais réglemeute le commerce, l'importation et l'exportation ; il surveille de près les petites industries qui s'adressent à la consommation locale ; il impose ses vues à l'élevage et à l'agriculture ; en un mot, il contrôle sévèrement toute l'activité économique du pays par l'intermédiaire du Ministère de l'Economie nationale dont le chef déclara ouvertement devant la Chambre que toute activité économique des particuliers l'intéresse directement. Enfin, ce même Ministère a élaboré un plan de longue durée pour le développement économique du pays. D'autre part, les possibilités financières de l'Etat se sont sensiblement améliorées ces dernières années. Non seulement un emprunt étranger lui a procuré des capitaux, mais l'arrêt relatif de l'immigration des Kosovars lui permet d'économiser des fonds qu'il destine au développement du crédit agricole. Il comprend surtout que toute amélioration définitive de la vie du peuple albanais ne peut venir que de l'organisation économique du pays. Et l'économie étant basée indirectement sur l'agriculture, c'est vers elle que tous les efforts doivent se diriger. Le problème de l'agriculture réside principalement dans l'or-

ganisation du crédit. C'est ce problème que doit résoudre la banque agricole créée par le décret-loi du 19 juillet 1937.

On peut se demander si, au moment où la crise générale frappe en particulier les produits agricoles, il ne serait pas plus raisonnable de diriger les efforts du pays vers une activité plus rémunératrice. Cet argument ne me paraît pas valable pour l'Albanie dans les conditions actuelles, qui dureront probablement encore plusieurs années. La question de l'agriculture est un problème intérieur. Il ne s'agit pas, pour la première étape, d'organiser l'agriculture en vue de l'exportation et de la concurrence avec les marchés étrangers, surchargés déjà de produits agricoles. Il s'agit d'abord d'assurer au pays le pain et d'autres produits qu'il importe actuellement en grande quantité. Onze pour cent de ces importations, en 1932, étaient absorbés par les céréales. C'est autant d'argent qui sort du pays. Sachant que l'importation est beaucoup plus élevée que l'exportation, on comprend aisément pourquoi il faut tout faire pour la réduire ; sinon, le pays s'appauvrira complètement. Dans un pays agricole, comme l'Albanie, l'importation des céréales est inadmissible. Elle le devient encore plus lorsqu'on sait que le prix de revient à l'intérieur peut être, sans mesures de protection, et avec une bonne administration du crédit, beaucoup plus bas que les prix offerts à l'Albanie par l'étranger.

Quelques chiffres très récents, tirés d'un rapport officiel, démontrent mieux que tout autre argument l'importance de la question du pain pour le pays. Pendant les neuf premiers mois de 1937, le pays s'est vu dans

l'obligation d'importer pour une somme de 13.500.868 francs-or. Sur cette somme, 1.979.507 francs-or représentent la valeur de 15.246.157 kilogrammes de maïs et de 3.912.849 kilogrammes de blé. Pendant cette même période, les exportations du pays sont montées à 6 millions 790.561 francs-or ; le déficit de la balance est donc de 6.710.307 francs-or. Cette perte pourrait être réduite presque d'un tiers si l'importation des céréales, que le pays peut parfaitement produire, était enrayée. En rationalisant d'autre part, par une meilleure organisation, les produits de l'élevage, pour en augmenter l'exportation, on pourrait certainement équilibrer la balance ; les produits de l'élevage rentrent aujourd'hui pour plus de 50 % dans les exportations albanaises, surtout en Grèce et aux Etats-Unis. Mais le premier objectif à atteindre consiste à arrêter la sortie des capitaux causée par l'importation des céréales. « Nous ne pouvons jamais considérer comme une chose normale l'achat à l'étranger des 300.000 quintaux de maïs et des 40.000 quintaux de blé, qui grèvent de 2 à 3 millions de francs-or notre balance commerciale. L'importation annuelle des céréales dans un Etat agricole atteste une économie nationale non équilibrée et sans fondement autonome », dit le rapport auquel j'ai emprunté les chiffres cités.

Voilà le problème à résoudre d'extrême urgence. Il est essentiellement agricole. Toute activité agricole en vue d'une augmentation de la production n'est pas concevable sans crédit, surtout si on tient compte des conditions du pays. La raison de la création de la Banque agricole de crédit apparaît donc clairement. Les dirigeants de la banque ont compris qu'il était urgent de parer à cette carence.

II. — LA LOI DU 19 JUILLET 1937

Généralités

(Abrogation des lois précédentes. — Règlements, etc...)

Le décret-loi du 19 juillet 1937 (date de la sanction royale) est publié au « Journal Officiel » de Tiranë du 28 juillet 1937. Il se compose de quatre-vingt-six articles. Il entre en vigueur le jour même de sa publication et le Conseil des Ministres est spécialement chargé de son application. L'entrée en vigueur immédiate, conformément à l'article 86 de ce décret-loi, est une dérogation à la règle générale établie par la Constitution dans son article 44, qui stipule que les lois doivent entrer en application un mois après leur publication. Mais cette dérogation n'est pas spéciale à ce décret-loi ; elle est devenue ordinaire surtout en matière de décrets-lois, pris par le Gouvernement en l'absence des Chambres.

L'article 84 abroge expressément et d'une façon générale « toute disposition de caractère législatif qui est contraire à cette loi » ; il abroge plus spécialement la loi du 2 mai 1930 dans ses dispositions relatives à la banque agricole et la loi du 9 décembre 1936. Une loi plus récente a ordonné le retour aux fonctionnaires de la retenue du traitement mensuel destinée à constituer le capital de la banque agraire.

Ainsi, la loi du 19 juillet 1937 forme le statut légal de la « Banque agraire de l'Etat » à l'exclusion de toute autre disposition, sauf naturellement les décrets et règlements prévus par cette même loi. Le 27 octobre 1937, a paru dans le Journal Officiel, en application de l'article 81 du décret-loi du 19 juillet 1937, un règlement sur « l'application du décret-loi concernant la création de la banque de l'agriculture », composé de deux cent deux articles, sanctionné par le Roi le 14 octobre 1937 et entré en vigueur le jour de sa publication.

Dans la suite de ce travail, pour parler du décret-loi et du règlement, j'utiliserai les dates respectives de la sanction royale : 19 juillet 1937 et 14 octobre 1937. Pour désigner d'autre part la banque dont nous étudierons le fonctionnement, je me servirai du titre « Banque Agraire de l'Etat », et en abréviation : B.A.E., quoique le décret-loi et le règlement lui donnent le titre de « Banque de l'Agriculture ». Je crois qu'il est préférable de désigner la Banque par le nom que les articles du décret-loi lui donnent, car il est très probable que les titres des décrets sont dus au fonctionnaire qui fut chargé de la préparation du numéro 54 du Journal Officiel. Je désignerai aussi très souvent ce décret-loi par le terme « loi », parce que, au commencement de cette année, la Chambre des Députés albanaise a entrepris l'examen de ce décret en vue de le confirmer, en conformité avec la Constitution du pays, et sa confirmation ne fait aucun doute.

Nous voilà arrivés à l'étude de la loi du 19 juillet 1937, qui constitue le principal élément de cet essai. Nous diviserons cette étude en cinq parties. Dans une

première partie, nous traiterons de la B.A.E. en tant qu'organe de crédit agricole en Albanie, en examinant sa création, son caractère juridique, ses buts, son capital, son statut, ses privilèges fiscaux et ses opérations ; ces dernières d'une façon générale, car la principale de ses opérations, le crédit agricole, fera l'objet de la seconde partie de ce chapitre. La troisième sera réservée à l'étude des garanties contre lesquelles la B.A.E. accorde ses crédits aux clients. Dans les quatrième et cinquième parties, nous verrons le contrôle de l'Etat sur la Banque et enfin les autres institutions qui, d'après la loi, peuvent naître pour entreprendre une fonction parallèle à celle de la Banque, en faveur du crédit agricole.

A. La Banque agraire de l'État

1. — SA CRÉATION, SON CARACTÈRE

**(Raison de sa création par décret-loi. — Limites de son activité.
— Son caractère juridique).**

Nous avons vu que la B.A.E. a été créée par décret-loi. La procédure des décrets-lois est celle qui est courante en Albanie quand il s'agit de dispositions législatives d'une certaine importance et qui doivent avoir une structure solide sans contradictions ou omissions. Le décret-loi, procédé extraordinaire en temps normal, est devenu, après-guerre, la voie ordinaire du législateur dans plusieurs Etats. Si l'expérience a justifié ailleurs cette pratique, en Albanie, pour des raisons diverses et spéciales — dont nous n'avons pas à nous occuper dans cette étude — cette procédure est peut-être indispensable, si on veut permettre aux experts techniques de travailler utilement sur un sujet qu'ils connaissent à fond et qui ne doit pas faire l'objet de la fantaisie modificatrice des non-techniciens. La procédure des décrets-loi a peut-être été justement critiquée ailleurs, mais en Albanie, les critiques s'arrêteront certainement devant les arguments d'ordre pratique. Le but de cette procédure n'est point la suppression du contrôle parlementaire et la diminution d'un organe législatif, tel que la Chambre ; tout au contraire, on veut lui faciliter le travail, et le faire profiter de l'expérience qui ressort de l'application de l'institution entre sa création par le

décret-loi et sa confirmation par une loi. Le décret-loi viendra, dans un temps relativement court, devant la Chambre ; celle-ci pourra apporter les modifications qu'elle jugera nécessaires. Nous pouvons donc conclure que la large utilisation du décret-loi, faite par le Gouvernement albanais, conformément à l'article 96 de la Constitution, est assez justifiée.

D'après le décret-loi en question, la B.A.E. est créée « pour accomplir les opérations mentionnées dans ce décret-loi ». Il en ressort par conséquent que l'activité de la B.A.E. est fixée strictement par l'énumération limitative de ces opérations, faite dans l'article 5, dont nous étudierons plus spécialement le contenu par la suite. Mais la disposition de la lettre *h* de ce même article 5, où il est dit que la B.A.E. peut accomplir « toute autre opération bancaire en conformité à ses fins », rend cette limitation assez imprécise. Nous verrons plus loin que « ses buts » sont assez étendus ; il en découle que ces opérations doivent être multiples. Rien d'ailleurs n'empêche le législateur de charger la banque d'autres opérations, par une nouvelle disposition législative.

L'appréciation portant sur la comptabilité d'une opération donnée avec les fins de la B.A.E. appartient au Comité Exécutif qui, comme je l'exposerai dans une autre section de cette partie, a la compétence de droit commun sur les décisions, d'après l'article 49 N° 10 du décret. Il peut se couvrir de toute responsabilité en faisant approuver par le Conseil d'administration le bien fondé de sa décision.

Le caractère juridique de la B.A.E. est nettement défini par l'article 1^{er} du décret-loi. C'est une institution

publique de crédit, possédant de par la loi une personnalité juridique propre et de droit public. Son caractère d'institution publique, souligné par l'intervention de l'Etat à sa création et dans son administration, lui impose de rendre des services non seulement en vue des bénéfices qu'elle pourrait tirer de ses opérations, mais aussi pour s'assurer l'évolution du crédit agricole, considéré comme une nécessité d'intérêt public.

Créée par l'Etat, contrôlée par lui, elle est autonome, mais elle n'en est pas moins un service public ouvert à tous sous certaines conditions et dans ses possibilités économiques et financières. Tous les paysans, ayant les qualités requises par la loi et présentant les garanties nécessaires, ont droit à l'assistance de cette institution de crédit public. La B.A.E., dans ses possibilités financières, ne peut sans raison valable, refuser son aide à un paysan. Celui-ci a le droit de demander un crédit à la banque et ce droit se trouve renforcé par le monopole de fait que la B.A.E. exerce actuellement en matière de crédit agricole.

D'autre part, son caractère d'institution de crédit agricole limite sensiblement son champ d'action, parce qu'elle doit spécialement s'occuper du crédit agricole. Toute autre opération décidée par elle ne pourra se justifier qu'en tant qu'elle est utile au développement du crédit agricole. Nous verrons plus loin, en définissant le crédit agricole et celui qui peut en bénéficier, quelles sont les limites de cette opération. Mais, dès à présent, nous pouvons exclure de l'activité de la B.A.E. tout crédit accordé au commerce ou à l'industrie, autre que l'industrie agricole, ou à des personnes physiques ou mora-

les n'ayant pas un caractère agricole. Seules les opérations définies par l'article 5 — que nous examinerons par la suite — sont permises à la banque et cela dans des limites très précise.

Enfin son caractère d'institution de droit public, s'il lui épargne certaines formalités imposées aux personnes morales du droit privé, en la plaçant sous la couverture de l'article 123 du Code civil, lui impose par contre des obligations inhérentes aux personnes du droit public.

2. — SES BUTS

(L'article 1 ; l'article 4. — Initiative de la B. A. E. — Son rôle. — Les dépôts ; méfiance du paysan. — Limites de l'activité de la banque. — Conditions de confiance pour le paysan.)

Les buts de la B.A.E. pourraient être considérés comme suffisamment définis par l'analyse de l'article premier du décret-loi ; mais ils sont plus spécialement, sinon plus clairement, exposés dans l'article 4.

La rédaction de cet article est telle qu'à première vue elle permet de croire que les opérations de crédit agricole de la B.A.E. ne sont qu'un but important parmi ceux qu'elle poursuit. Cette interprétation peut s'appuyer sur l'article 3 du règlement du 14 octobre 1937, qui, comme nous le verrons, parle de crédit ordinaire à côté du crédit agricole. Mais je crois qu'une telle interprétation risquerait, non seulement d'aller à l'encontre de la pensée du législateur, mais aussi de mettre en péril l'institution du crédit agricole. Le désir de limiter le monopole de la Banque Nationale dans les opérations

bancaires pourrait amener la direction, aussi bien que celui qui étudie notre institution, à interpréter largement l'article 4, d'autant plus que la lecture de cet article se prête à une telle tentative. Mais, d'autre part, il ne faudrait pas oublier que la B.A.E. a été créée pour le paysan, que le caractère exclusivement agricole de l'économie du pays est un axiome incontestable et incontesté, qu'enfin le problème du crédit agricole est la clef de la vie du peuple paysan. Si, pour d'autres raisons, on permettait à la B.A.E. de s'adonner à d'autres activités, ses faibles possibilités et l'attention de ses dirigeants se trouveraient éparpillées ; le paysan, dans la meilleure des hypothèses, ne recevrait qu'une part amoindrie de son attention. N'ayant pas l'habitude d'exiger ses droits ni de lutter pour eux, il serait vite éliminé du corps des clients de la banque. D'autant plus que les besoins du crédit ordinaire sont grands en Albanie et les clients éventuels très nombreux ; le crédit ordinaire, enfin, présente moins d'inconvénients que le crédit agricole. Il faut donc limiter le plus possible les opérations de la B.A.E. au crédit agricole, et considérer que toutes les autres opérations, encouragées ou tolérées par les dispositions législatives, ne sont que d'une importance secondaire pour la B.A.E. et destinées à servir son but principal.

Ce but est ainsi défini dans l'article 4 : « Aider et provoquer l'évolution des forces économiques du pays, principalement pour tout ce qui a rapport à l'agriculture ». On voit que cette définition permet une large interprétation, mais on vient de voir aussi les raisons qui militent en faveur d'une limitation. La B.A.E. doit

donc non seulement aider l'activité rurale en Albanie, mais elle doit aussi prendre à l'occasion de nouvelles initiatives et, si besoin est, les prendre elle-même. Etant donné que l'activité rurale était assez infime au moment de la création de la B.A.E., c'est surtout l'esprit d'initiative qui doit se développer. Est-il nécessaire de noter que la banque ne doit en aucune façon se substituer au paysan dans son activité et devenir elle-même une entreprise agricole ? Cela irait à l'encontre de ses buts et de son rôle. Elle ne doit pas se borner à rester passive en accordant son aide à qui la lui demande : elle doit surtout offrir son appui au paysan, même ignorant son existence. Elle doit attirer son attention en lui montrant son intérêt, par tous les moyens de propagande et d'instruction pratique. Un esprit d'initiative est donc indispensable à la banque, à condition naturellement qu'elle observe la prudence et la réserve qui sont la caractéristique de toute institution de crédit.

D'autre part, son activité doit viser à l'évolution des forces économiques du pays, ce qui revient à dire qu'elle doit non seulement penser à l'économie rurale actuelle, mais surtout à son avenir, en en faisant valoir les forces non encore manifestées. Son œuvre est une étude au début, et elle sera longue ; elle ne doit pas se contenter des résultats économiques et matériels du présent, mais se reporter aux succès futurs qui résulteront d'une activité de plusieurs années. Le plus urgent est l'amélioration de la condition du paysan, qui deviendra par la suite l'instrument solide du plus grand progrès. Nous avons vu aussi que le problème actuel de l'agriculture albanaise consiste à suspendre au plus

vite l'importation des produits agricoles qui appauvrit le pays, et non pas de s'attarder à organiser l'exportation, tout à fait impossible à l'époque de crise que nous traversons. Malgré cela, les seules forces du pays étant celles de la terre et du paysan, il faut les développer en tenant compte de l'évolution générale économique du moment et en prévoyant l'avenir. C'est le rôle et le but de la B.A.E. D'ailleurs, la loi, par son article 62 dh, ordonne l'affectation exclusive des 10 % des profits, à l'évolution agricole et économique que la B.A.E. doit s'efforcer de créer, selon un plan établi dès la première année de son fonctionnement.

Dans ce but, la B.A.E. accepte des dépôts d'épargne et en compte courant pour les utiliser à des opérations de crédit, lesquelles, tout en valorisant ces dépôts, doivent être faites au profit de l'économie générale de l'Etat, en soutenant « les activités productrices des localités où elle développe son activité ». S'il fallait un argument pour démontrer le bien fondé de l'opinion soutenue plus haut en faveur de la limitation nécessaire de l'activité de la B.A.E. au crédit agricole, on pourrait sans effort le trouver dans ce texte. Le décret-loi fait sien l'axiome que l'Etat et le pays ne peuvent compter récupérer un profit économique quelconque que sur la valorisation des forces productrices de la terre.

A priori, on ne pourrait dire si la B.A.E. peut compter sur les dépôts d'épargne ou en compte courant. C'est une question de confiance qu'elle provoquera par son activité. Si le compte courant peut, dans les villes, attirer ceux qui éprouvent le besoin de placer leurs capitaux et qui, pour une raison ou une autre, la préfèrent

aux autres banques qui existent dans le pays, les dépôts d'épargne seront plus difficiles à venir. Jusqu'ici l'Albanais comprenait l'épargne sous la forme de la thésaurisation des pièces d'or. Aucune institution d'épargne n'existe dans le pays et les péripéties de l'occupation et des guerres ont appris à l'Albanais que la meilleure manière de s'assurer l'avenir était de garder chez lui, souvent même caché sous terre, le plus d'or possible. La méfiance du paysan, vis-à-vis du papier-monnaie, plus garanti pourtant que dans d'autres pays, n'est pas si ancienne ni complètement dissipée. Il voudrait pouvoir palper son argent chaque jour ; comment donc se contentera-t-il de regarder le livret de la banque, que, bien souvent, il ne pourra contrôler, ne sachant pas lire ? Il est évident que cette méfiance n'est que provisoire. L'évolution économique la dissipera. Mais la B.A.E. doit tout mettre en œuvre pour conquérir la confiance du paysan albanais et celle du citoyen. L'Etat doit la seconder en cela, surtout négativement ; sans affaiblir le contrôle nécessaire, il doit intervenir le plus discrètement et le moins possible dans le fonctionnement de la banque ; il doit éviter de toucher à son capital, même si ses conditions sont avantageuses pour elle. Envers le public, cette banque doit paraître, financièrement, complètement indépendante de l'Etat. Il faut convenir que la méfiance du particulier s'adresse surtout à l'égard de l'Etat. L'Etat de l'occupation et l'Etat libre des premières années de l'indépendance, celui-là par désintéressement et hostilité, celui-ci par nécessité ou mauvaise administration, n'ont fait que dépouiller le particulier, sans rien lui donner en échange. Il est

done aisé de comprendre son manque de confiance dans les institutions qui dépendent du « gouvernement ». Voilà pourquoi, au début au moins, il ne faut pas compter sur l'épargne. Pour augmenter les possibilités de la B.A.E., il ne faut songer qu'aux quelques comptes courants de personnes morales, de commerçants et de fonctionnaires. L'épargne viendra beaucoup plus tard, très lentement et après avoir été discrètement sollicitée par la banque qui aura donné des preuves sérieuses à sa confiance.

3. — SON CAPITAL, SON SIÈGE

(Impossibilité de recourir aux capitaux privés ; intervention de l'Etat ; modalités de l'avance ; autres subventions ; exclusion des capitaux privés ; augmentation du capital ; remboursement de l'avance de l'Etat. Tirana, siège de la banque ; activité dans les autres centres ; succursales.)

Dans l'état actuel de l'économie albanaise, l'appel au public pour la constitution du capital de la B.A.E. aurait été vain. Personne n'aurait consenti à souscrire à un capital destiné à des opérations de crédit agricole. Divers préjugés, la méfiance et surtout les risques encourus par le crédit agricole, auraient empêché toute initiative. D'ailleurs, comme le dit très bien M. Durand, l'argent nécessaire au crédit agricole est beaucoup plus difficile à trouver que celui destiné à tout autre genre de crédit. L'Etat devrait donc pourvoir à cette carence du capital privé. Depuis des années, il avait habitué le paysan à compter sur son aide, sous forme de prêts en semences, de dégrèvements d'impôts ou de distribution de blé. Il poursuit ses efforts en lui apportant maintenant un capital pour l'institution du crédit agricole.

Jusqu'ici, de tous les services rendus, l'Etat ne demandait pas le remboursement ; maintenant il précise dans la loi que l'apport qu'il avance à la B.A.E. lui sera remboursé dans cinquante ans. M. Z. Bejleri, directeur de la B.A.E., espère que ce changement de politique aura une influence heureuse sur l'éducation du paysan albanais.

L'Etat met à la disposition de la B.A.E. une somme de 2.800.000 francs-or, qui constituera l'élément principal de son capital. Cette somme est donnée sous forme d'avance. Le décret-loi laisse entendre que cette avance sera versée par annuités dont le montant sera fixé ultérieurement. Ce procédé est conforme au principe établi par l'article 80 des dispositions finales du décret-loi du 19 juillet 1937, suivant lequel toute opération de la banque doit commencer graduellement et non brusquement. Enfin cette méthode permet à l'Etat de contrôler plus utilement la B.A.E. en tenant son capital sous sa tutelle. Pour éviter les inconvénients de cette méthode, il faudrait dès le début mettre la somme de 2.800.000 francs, destinés à la banque, à l'abri de toute tentation de la trésorerie de l'Etat. C'est seulement ainsi qu'on assurera la B.A.E. d'avoir à sa disposition les fonds nécessaires à son développement.

L'apport de l'Etat ne se limite pas à cette avance. La lettre c) de l'article 2 prévoit que l'Etat, par des lois spéciales, pourra subventionner la B.A.E. jusqu'à ce que son capital atteigne la somme de 10 millions de francs-or. Ce chiffre équivaut, au cours actuel du change, à 100 millions de francs français ; il est jugé suffisant pour la population et la terre albanais, et certes il peut l'être s'il est bien administré.

Enfin, par loi spéciale, les institutions morales et les banques, dépendant du droit public, peuvent participer au capital de la B.A.E.

Cela permet de voir que le législateur a voulu protéger le caractère public de la banque. Cette énumération limitative des éléments de son capital exclut toute participation privée, tant nationale qu'étrangère. Et quand l'article 2 b) parle d'institutions ou banques relevant du droit public, il faut naturellement se reporter au droit public albanais.

Pratiquement, durant les premiers temps, la B.A.E. ne doit compter que sur une partie de l'avance de l'Etat. Les autres participations et subventions ne peuvent être faites que par une loi ; cependant rien n'empêche ici la pratique du décret-loi (que je juge pourtant contraire à l'esprit et au texte de cet article), et bien qu'une loi soit vite votée, il faut croire qu'un certain temps se passera avant que la B.A.E. reçoive d'autres subsides.

Etant donné les buts que se propose la banque (d'après son Directeur), pour le moment cette somme est suffisante. Nous verrons dans une autre partie quelle a été son activité durant ces premiers mois de son existence avec ses possibilités.

Pour compléter le capital de la B.A.E. jusqu'à dix millions de francs-or, l'article 62 ordonne que 30 % des gains iront grossir chaque année le capital de la banque. Cette somme, ainsi constituée, est destinée à remplacer les avances faites à l'Etat, et alors la B.A.E. aura son propre capital, lui appartenant et gagné par sa propre activité.

L'avance de 2.800.000 de francs-or sera remboursée à l'Etat dans cinquante ans. Le remboursement sera fait sans intérêt et par annuités. La première annuité devra être versée au commencement de la cinquième année qui suivra immédiatement le versement total de l'avance consentie par l'Etat.

Pour créer le capital de cette banque, d'autres modalités pouvaient être envisagées. L'Etat, en Albanie, a de nombreuses terres qu'il aurait pu donner comme capital à la banque (comme en Perse) ou affecter dans ce but les revenus que lui rapportent ses terres. Mais il ne faut pas oublier que ce revenu est presque nul et que la loi ne veut pas que la banque se transforme en grand propriétaire ou en cultivateur, ou que son capital reste inutilisé. On peut conclure que la solution adoptée en Albanie semble assez bonne, surtout à une époque où les possibilités de la Trésorerie semblent se trouver considérablement accrues. Il faudrait cependant que la somme destinée à la B.A.E. ne soit pas, même provisoirement, employée à d'autres fins. Si l'on veut se rappeler la formation du capital de la première banque agricole, constitué par les retenues sur les traitements des fonctionnaires, on peut comprendre qu'il ne soit pas inutile de répéter dans le même chapitre la même recommandation.

La B.A.E. a son siège à Tirana, capitale du royaume. Comme dans tous les pays, la concentration de toutes les institutions dans la capitale est devenue une pratique tellement enracinée que toute autre proposition semblerait une hérésie. D'ailleurs, en Albanie, bien d'autres raisons, surtout psychologiques, militent en faveur

de ce choix. Il n'en reste pas moins vrai que le centre agricole du pays n'est pas Tirana. Au contraire, le paysan s'éloigne de plus en plus de la capitale quand il veut rester paysan. C'est surtout au sud du pays que se trouve l'axe agricole et c'est là que le développement de l'agriculture trouvera un terrain beaucoup plus étendu.

Eu égard aux buts que la B.A.E. se propose, la fixation de son centre à Tirana n'est pas préjudiciable. En effet, d'après son Directeur (article cité plusieurs fois déjà), la B.A.E. tient surtout à être un organisme central de crédit agricole, octroyé par l'intermédiaire des coopératives qu'elle s'efforcera de créer. La nécessité pour elle de s'approcher du client pour mieux le connaître (surtout en vue du crédit personnel), n'est pas grande. Mais comme, toujours d'après M. Z. Bejleri, la création des coopératives n'est pas facile et ne peut être très proche, la B.A.E. doit, au moins pour éviter toute critique d'inactivité pendant les années consacrées à la création des coopératives, s'approcher du paysan en créant quelques succursales dans les centres principaux d'agriculture, et en nommant plusieurs agents dans les grands villages, se mettant ainsi en rapport direct avec les paysans. Si, par ces moyens, elle arrivait à atténuer la méfiance et l'esprit extrêmement conservateur du paysan envers toute innovation, les services rendus de la sorte justifieraient les frais de l'installation de ses représentants.

D'autres solutions encore pouvaient être trouvées pour rapprocher la B.A.E. du paysan sans grever son budget dès le début de son activité. L'utilisation des

bureaux de poste ou encore d'autres agents de l'Etat albanais, en qualité d'agents directs de la banque, ne serait peut-être pas très difficile ; elle aurait le désavantage de présenter la B.A.E. comme faisant partie de l'administration publique ; mais cela, en pratique, ne changerait pas grand'chose, car le paysan considèrera encore longtemps la banque comme étant une administration publique parmi les autres.

4. — SON STATUT

(Généralités.)

Le statut de la B.A.E. est réglementé par le titre III (articles 42-65) du décret-loi du 19 juillet 1937 et le titre III (articles 87-172) du Règlement du 14 octobre 1937.

Toutes les questions de l'administration technique de la B.A.E. sont résolues en détail avec l'intention d'assurer le parfait fonctionnement de cette importante institution. Toutes les fonctions sont bien définies et les attributions de chaque organe clairement établies. Une attention particulière a été donnée à la situation du personnel de la banque dont les charges sont explicitement définies ; en compensation de leurs devoirs bien remplis leur sont octroyés des avantages et des garanties sérieuses que les fonctionnaires de l'Etat n'ont jamais pu obtenir.

Nous verrons dans ce chapitre assez sommairement cette organisation sans nous arrêter aux questions de détail, qui sans présenter un grand intérêt pour le lec-

teur étranger, pourraient encombrer cet essai. Nous ne pouvons pourtant passer cette question sous silence. A première vue, elle semble ne pas intéresser le crédit agricole ; pourtant, les résultats de notre institution dépendent en grande partie de son parfait fonctionnement. La valeur de l'organe du crédit agricole ressortira dans la mesure où les dirigeants et les fonctionnaires seront à la hauteur de leur tâche.

a) SES ORGANES

L'article 42 du décret-loi institue comme organes de la B.A.E. les quatre suivants :

- 1) le Conseil d'administration (C. A.) ;
- 2) le Comité Exécutif (C. E.) ;
- 3) le Directeur général ;
- 4) le Collège des Syndics.

Cette organisation, rencontrée dans tous les Instituts analogues, n'appelle aucune remarque particulière. Voyons donc quelle est la composition, les attributions et le fonctionnement de chacun de ces organes.

Conseil d'administration

(Composition ; influence de l'Etat ; représentation paysanne.- Durée du mandat.- Jetons de présence.- Réunions ; quorum ; vote ; attributions.- Incompatibilités.- Régime transitoire).

Le Conseil d'administration se compose de huit membres : le président, le directeur général et six conseillers choisis par le Conseil des Ministres. Les deux premiers sont nommés par décret royal sur proposition du Conseil des Ministres. Les six conseillers sont choisis par ce même Conseil parmi douze candidats présentés

de la façon suivante : quatre candidats sont proposés par le Ministère de l'Economie Nationale et pris parmi les personnalités agricoles ou parmi celles qui sont spécialement compétentes en matière de crédit agricole. La loi ne spécifie pas si ces personnalités doivent être prises dans la catégorie des grands propriétaires ou si ceux-ci en sont exclus ; la disposition interdisant aux membres du C. A. de profiter du crédit agricole accordé par la banque, pourrait faire admettre la première supposition ; il serait pourtant préférable qu'au moins ces quatre candidats ne soient pas choisis seulement par rapport à l'importance de leurs propriétés, mais plutôt par rapport aux résultats qu'ils ont obtenus de l'exploitation de leurs terres. Sur ces quatre candidats le Conseil des Ministres en retient deux.

Deux autres sont choisis parmi quatre candidats proposés par le Ministère des Finances ; mais l'un d'entre eux doit obligatoirement appartenir à la haute administration de la Comptabilité publique.

Enfin les deux derniers sont choisis toujours par le Conseil des Ministres sur une liste de quatre candidats proposés, après élection, par les Chambres de commerce des départements où la B.A.E. a établi une succursale.

Le législateur a voulu appeler à siéger dans ce Conseil, qui est l'organe suprême de la B.A.E., le plus possible de compétences spécialisées.

L'influence de l'Etat est assurée puisque le choix est fait par le Conseil des Ministres. La banque n'ayant pas de succursales, du moins dans ses débuts, les deux membres qui représenteront les Chambres de commerce ne seront en réalité que les représentants de la Chambre

de commerce de la capitale, dont l'importance agricole est bien moindre que celle d'autres centres du pays. Si la B.A.E. suit les indications données par son Directeur, cette situation se stabilisera du fait que la banque est appelée à devenir, semble-t-il, une caisse centrale de crédit agricole distribuant le crédit par l'intermédiaire des coopératives, qui seront prochainement créées. Dans ces conditions, il serait peut-être nécessaire de modifier la loi pour permettre la représentation dans le C. A. de ces coopératives, lesquelles sans doute s'intéresseront beaucoup plus à la banque que les Chambres de commerce des villes. Si cette modification est adoptée, les intérêts paysans seront représentés dans l'administration de la B.A.E. et le crédit agricole s'en trouvera très avantage.

Les conseillers sont nommés pour une durée d'un an ; le conseiller nommé dans un poste resté vacant durant l'année, cesse ses fonctions avec les autres. Ainsi, chaque année, tous les conseillers peuvent être remplacés si le Gouvernement le juge utile ; mais ils sont tous également rééligibles, et il serait prudent et de l'intérêt de l'institution, de laisser pendant plusieurs années les mêmes conseillers en fonction, à moins de raisons sérieuses exigeant leur remplacement. La démission d'un de ces conseillers n'est effective qu'à partir du moment où elle est ratifiée par l'autorité qui l'a nommé ; c'est cette même autorité qui a le droit de révoquer le conseiller, qui, sans motif valable, est absent à trois réunions successives du C. A.

Tous les conseillers, à l'exception du Directeur général, ont droit à un jeton de présence à chaque réunion.

Ce jeton est de 25 francs-or pour le Président, et de 20 francs-or pour les membres ; mais aucun ne peut toucher plus de cinq jetons pour une période de deux mois. Les conseillers éloignés de la capitale ont droit aux frais de déplacement.

La C. A. se réunit régulièrement tous les deux mois sur convocation du Président qui, en outre, est obligé de le convoquer si quatre membres ou le collège des syndics en exprime la demande motivée au Ministère de l'Economie Nationale.

L'ordre du jour est fixé par le Président. Cet ordre du jour doit être communiqué aux membres et aux syndics en même temps que la convocation, cinq jours avant la réunion. Le Ministère de l'Economie Nationale doit toujours être avisé des réunions du C. A.

Le quorum des réunions du Conseil est atteint si cinq membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des votes, qui peuvent être secrets si les décisions concernent une personne ou bien si trois conseillers en font la demande. La voix du président l'emporte en cas d'égalité. Le C. A. peut se réunir secrètement, dans ce cas, le plus jeune des membres présents remplit les fonctions de secrétaire, fonctions tenues dans les séances ordinaires par le secrétaire général de la Banque.

Les questions qui sont de la compétence du C. A. sont fixées par les articles 46 et 47 du décret-loi et par le règlement. Les principales attributions du C. A. sont les suivantes : il décide toute proposition à faire au Gouvernement, relativement aux modifications qu'il juge utile d'apporter au statut de la B.A.E. ; il fixe le

traitement des employés de la banque et leurs indemnités ; il rédige tout règlement prévu par la loi ; il approuve le budget de la banque, préparé par le Directeur général et le Comité exécutif, après audition des syndics ; il nomme et révoque, en se conformant au règlement, le personnel dirigeant ; il décide, avec l'approbation du Conseil des Ministres, de l'ouverture, de la fermeture ou de la transformation des succursales ; il procède à la répartition des profits ; il fixe les garanties que le personnel doit déposer et aussi donne la mainlevée de ces garanties ; il prescrit les limites des opérations de crédit personnel que les Directeurs et le Comité exécutif ne peuvent dépasser ; il fixe les jetons de présence pour les commissaires de l'escompte ; il établit le règlement de toutes les opérations de l'Institut ; il nomme les représentants légaux de la B.A.E. à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat ; c'est à lui qu'il appartient de décider toute transformation de la propriété de l'institution ; il décide de rayer les crédits non recouvrables ; il fixe la participation de la banque aux institutions créées ou appuyées par l'Etat ; il établit la liste des titres, sur lesquels la banque peut faire, d'après l'article d), des opérations de vente et d'achat ; et enfin il décide en ce qui concerne toutes les autres questions qui lui sont présentées par son président ou par le Comité exécutif.

Tous les membres du C. A. ainsi que ceux du Comité exécutif et du Collège des syndics sont tenus à ne contracter aucune obligation à l'égard de la banque. Ils ne peuvent, ni directement ni indirectement, profiter du crédit accordé à la B.A.E. Pour renforcer encore leur

indépendance et leur objectivité, il leur est interdit (art. 63) de prendre part à la direction ou au contrôle d'autres Instituts de crédit ayant leur siège ou une succursale là où la B.A.E. est installée, sauf si la banque participe à un titre quelconque à ces Instituts. Des dispositions analogues sont prévues pour le personnel de la banque dont les intérêts ne doivent jamais être ou paraître en opposition avec ceux de la banque.

Pendant une période de trois mois, dont le décret-loi prévoit la prolongation possible, et jusqu'à ce que le C. A. soit définitivement constitué, ces attributions sont assumées par le Directeur général et, à défaut, par un Commissaire nommé par décret royal sur la proposition du Ministère de l'Economie Nationale et des Finances, et après avis conforme du Conseil des Ministres.

Comité exécutif

(Composition. Réunions. Compétence. incompatibilités).

Après l'organe délibérant qu'est le C. A. vient l'organe dirigeant l'exécution de ses décisions. C'est le Comité exécutif. Il se compose du Directeur général, qui est en même temps son président, et de trois membres du C. A., dont l'un est élu par le C. A. et les deux autres choisis parmi les membres du C. A. par le Gouvernement. Le C. E. se réunit une fois par semaine, sauf convocation spéciale du président, et, avec un quorum d'au moins trois membres, délibère valablement et décide sur les questions portées à l'ordre du jour par son président, qui l'emporte en cas d'égalité de vote. Les dispositions prévues pour les membres du C. A. relativement au vote, etc., sont également applicables aux membres du C. E.

Le C. E. est l'organe ayant la compétence du droit commun dans l'organisation de la B.A.E. Toute question qui n'est pas spécialement réservée à la compétence extraordinaire du C. A. est soumise et résolue par le C. E. Les questions suivantes sont spécialement du ressort du C. E. : fixer les dépenses de chaque année ; surveiller l'exécution des décisions du C. A. ; ordonner des inspections et vérifications en tenant le C. A. au courant ; autoriser toute action judiciaire ; nommer, sur la proposition du président, les membres des commissions de l'escompte des succursales ; décider en cas d'urgence des questions qui ordinairement sont du ressort du C. A. ; procéder à la désignation des organes de la B.A.E. sauf ceux dont la nomination est du ressort du C. A. ; en outre, d'une façon générale, préparer le travail du C. A.

Ses membres, comme ceux du C. A., ne peuvent participer aux décisions qui les intéressent personnellement, ou en tant que représentants des institutions intéressées.

Le Directeur général

(Nomination. Révocation. Remplacement. Attributions. Traitement. Secrétaire général. Comptable général).

Le Directeur général, organe exécutif de la B.A.E., est nommé, comme nous l'avons vu, par décret royal sur proposition du Conseil des Ministres. C'est par la même procédure qu'il peut être suspendu ou révoqué. En cas d'empêchement, c'est le plus haut fonctionnaire de la banque qui est chargé par intérim de toutes ses attributions et aussi de sa qualité de représentant légal de la B.A.E.

Le Directeur général assume la direction économique et administrative de la banque, qu'il préside et représente dans toutes ses activités et relations, aussi bien avec les tiers qu'avec son propre personnel ; il signe pour elle et intente en son nom toutes les actions nécessaires ; il prend toutes les mesures de procédure que l'action en justice peut nécessiter, avec, bien entendu, l'approbation du C. E. Chaque année, il présente devant le C. A. un rapport complet sur son activité et sur celle de la banque.

Son traitement est fixé par décision du Conseil des Ministres, sur proposition du Ministère de l'Economie Nationale.

Le Directeur général exerce ses fonctions secondé par deux employés dont les attributions sont fixées par le règlement du 14 octobre. Ce même règlement prévoit que pour toute autre question d'organisation de la direction générale, la décision revient au C. A.

Les deux principaux postes de la direction échoient au Secrétaire général de la B.A.E. et au Comptable général. Le premier est le chef administratif du centre et, sous les ordres du Directeur général, assure le bon fonctionnement des services centraux de la B.A.E.

Le Comptable général, sous sa propre responsabilité personnelle, dirige, surveille et contrôle la comptabilité du centre et des succursales. C'est lui qui prépare le bilan, pour faciliter le travail du C. E. ; c'est lui qui fait l'inventaire pour dresser le tableau exact des gains et profits ; il présente au Directeur pour approbation, et sous le sceau de sa signature, la situation générale de la B.A.E.

Pendant la période de début, toutes ces fonctions sont assurées par le personnel correspondant de la succursale de Tirana.

Le Collège des Syndics

(Caractère. Composition. Durée. Indemnisation. Attributions).

Le Collège des Syndics est l'organe de contrôle permanent de la B.A.E. C'est en conformité avec les dispositions du Code commercial que ce collège a été prévu, bien que la B.A.E. soit une institution de droit public, fonctionnant sous le contrôle de l'Etat.

Le Collège est composé de trois membres ordinaires et de deux suppléants. Le Ministère de l'Economie Nationale et le Ministère des Finances choisissent chacun un syndic ordinaire et un suppléant. Le troisième syndic ordinaire est choisi parmi les experts comptables par le Conseil des Ministres qui, comme dans tous les organes de la B.A.E. tient à avoir dans le Collège un représentant dépendant directement de lui.

Les syndics sont nommés pour une période d'une année et sont rééligibles. Leur indemnité est fixée chaque année par le C. A.

Quant aux devoirs des Syndics, le décret-loi du 19 juillet 1937 renvoie aux articles 222 et 223 du Code commercial albanais, entré en vigueur le 1^{er} avril 1932 et publié dans le Journal Officiel du 5 mars 1932. Leurs attributions visent à assurer un contrôle permanent et vigilant du fonctionnement de la B.A.E. et particulièrement de sa comptabilité. Les Syndics sont civilement responsables en tant que mandataires.



Tels sont les organes de la B.A.E. L'analogie qui existe entre cette institution du droit public et les Instituts de crédit ordinaire, régis par les dispositions du Code commercial, s'explique par la nature des opérations de la banque. Mais comme la formation de son capital exclut toute participation des particuliers, il ne pouvait être question d'une Assemblée générale des actionnaires, qui est généralement le suprême organe de toute société de droit privé. Les fonctions de cette Assemblée sont assumées pour notre institution, en partie par le C. A. et en partie par le C. E. qui, tous deux, fonctionnent sous le contrôle direct du Conseil des Ministres, qui est en réalité le représentant du seul actionnaire, c'est-à-dire l'Etat.

b) SON ORGANISATION (Généralités.)

L'organisation de cet Institut de crédit agricole fait l'objet du titre III (chapitres VI, VII, VIII, X) du décret-loi du 19 juillet 1927 et du titre III (chapitres V, V. VI) du règlement du 14 octobre 1937. Cette réglementation détaillée de l'organisme administratif de la B.A.E. montre l'intérêt et le soin que le législateur a voulu porter à cet Institut dont on espère beaucoup pour l'amélioration de l'économie du pays.

Naturellement un examen détaillé de cette administration ne peut pas faire l'objet d'un travail de caractère général sur le crédit agricole en Albanie. Il serait extrêmement long et fatigant pour le lecteur et il au-

rait pour résultat d'embrouiller le tableau que j'essaie de présenter de manière simple et claire. Il ne présenterait d'autre part aucun intérêt théorique ou pratique, car, dans cette matière, l'innovation n'est ni possible ni recherchée. L'administration de la B.A.E. s'est inspirée de l'organisation des Instituts privés analogues, à ceux d'Europe ou d'Amérique. Elle n'est d'ailleurs encore qu'en projet, la B.A.E. n'ayant pas eu le temps de s'organiser, depuis le 1^{er} août 1937, date où elle a commencé à fonctionner.

Ce sont là des raisons pour lesquelles je me contenterai d'un exposé très sommaire et je n'insisterai que là où une dérogation aux règles généralement adoptées en cette matière a été jugée nécessaire.

Succursales et Commissions d'escompte

(Nécessité. La politique de la B. A. E. Succursales et agences. Directeurs ; bureaux. Composition des commissions. Organisation. Agents).

Il est généralement admis qu'une institution destinée à faciliter le crédit agricole doit être aussi proche que possible de celui à qui elle veut porter aide. Sur ce point, tous ceux qui ont étudié les nombreux problèmes posés par le crédit agricole sont d'accord pour reconnaître que la principale caractéristique du crédit agricole consiste à être proche du paysan tant pour son avantage que pour les intérêts de la banque. Le paysan doit avoir le crédit à sa portée pour qu'il évite les frais de déplacement et qu'il puisse se convaincre de l'existence de cette institution, sinon sa méfiance et son esprit borné le pousseront de nouveau entre les mains de l'usurier du village ou du centre le plus proche. D'au-

tre part, la banque, ayant des représentants près du paysan, peut s'informer plus facilement sur place et décider, en connaissance de cause, le crédit qu'elle doit lui accorder.

Il est donc tout naturel que le législateur ait prévu que la B.A.E. aurait des succursales et ait voulu les réglementer. Il semble pourtant que la Direction et l'organisation de la B.A.E. ne pensent pas à la création prochaine d'organes locaux. L'argument, avancé par eux pour soutenir cette politique, est que les succursales entraîneraient des frais généraux beaucoup trop importants par rapport aux services qu'elles rendraient. On préfère, paraît-il, tenter d'organiser au plus vite des coopératives groupant les paysans, et c'est par l'intermédiaire de ces coopératives qu'on accordera le crédit agricole. On pense transformer ainsi le B.A.E. en une caisse centrale de crédit agricole. Il est certain que des arguments valables existent en faveur de cette conception. L'élévation des frais généraux est certaine, lorsqu'il s'agit d'une institution publique, surtout avec la tendance actuelle de créer à tout prix des postes de fonctionnaires pour caser des candidats pressés. Il est moins certain que cette conception réponde aux intentions du législateur. Enfin, il ne faut pas se leurrer sur la possibilité de la formation, même légalement obligatoire, des coopératives paysannes. Il ne suffit pas d'obliger le paysan à s'inscrire à la coopérative. Il faut encore le persuader de son utilité. Et, avec son esprit casanier et méfiant, ce ne sera pas chose facile. Je crains qu'un temps précieux ne soit perdu pour réaliser cette politique. La campagne albanaise a besoin de crédit et

cette nécessité se fait de plus en plus pressante sous peine de très graves répercussions.

Le décret-loi en vigueur prévoit, dès son article 3, que la B.A.E. accomplira ses opérations par l'intermédiaire de ses succursales et de ses agences, et les articles 57-59 réglementent cette organisation locale.

La B.A.E. aura des succursales dans le chef-lieu de chaque préfecture et des agences là où le C. A. le jugera utile. Pour la création, transformation ou liquidation d'une succursale, le C. A. doit demander l'autorisation du Conseil des Ministres, conformément à l'article 46 du décret-loi.

A la direction de chaque succursale est préposé un directeur secondé, s'il en est besoin, par un sous-directeur ; s'il n'y a pas de sous-directeur, le remplacement du directeur revient à un employé désigné par lui. Le directeur, ou son remplaçant, représente l'établissement dans toutes ses relations avec les tiers et il est responsable devant la B.A.E. de sa bonne administration ; ses attributions sont fixées en détail dans l'article 95 du règlement du 14 octobre 1937. Il assure de plus le contrôle permanent de la caisse et du portefeuille de la succursale ; sa responsabilité est engagée en même temps et autant que celle du caissier. Il dirige enfin les agences de sa juridiction. L'administration de la succursale est divisée en quatre sections : comptabilité et réescompte, contrôle des dépôts et comptes courants, portefeuille et caisse ; à la tête de chaque section se trouve un employé civilement responsable envers la banque. Le règlement de la B.A.E. fixe en détail les compétences de chaque section. Une section peut se charger

des fonctions revenant à une autre si l'importance de la succursale ne rend pas les quatre sections nécessaires.

Après de chaque succursale existe une Commission d'escompte et quelques vérificateurs ; ces derniers sont rétribués suivant les instructions du C. A.

Les Commissions d'escompte sont composées du Directeur de la succursale et de six commissaires nommés par le C. E. Deux des conseillers siègent à tour de rôle. Ils sont indemnisés de leur présence aux réunions des Commissions par un jeton dont le montant est fixé par le C. A. de la B.A.E. Leurs réunions sont secrètes et le règlement dicte toutes les mesures nécessaires pour assurer la discrétion de leurs délibérations et de leurs actes. Les commissaires sont invités à émettre un avis sur toutes les opérations proposées par la succursale ou l'agence. Le Directeur peut, en se conformant aux instructions du C. A., entreprendre la réalisation des opérations agréées par la Commission d'escompte.

Le B.A.E. peut enfin avoir, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Etat, des correspondants chargés de fonctions limitées par les instructions du C. A. qui les nomme, et consacrées par un contrat spécial, homologué par une décision du Conseil administratif lorsqu'il s'agit d'Instituts bancaires qui acceptent la représentation de la B.A.E.

Les employés

(Statut juridique. Employés de carrière et à contrat. Admission, avancement, traitement, garantie, indemnités, discipline, prévoyance, révocation).

Le décret-loi et le règlement consacrent un chapitre entier aux employés de la B.A.E. Leur but évident est

d'assurer le bon fonctionnement de la B.A.E., tout en donnant la plus grande sécurité à son personnel. Le statut juridique et économique des employés de la banque peut certainement servir de modèle à l'élaboration du statut des fonctionnaires de l'Etat, qu'on attend vainement.

La B.A.E. a des employés de carrière, dont les droits et les devoirs sont fixés par le règlement, et un personnel engagé par contrat. Une hiérarchie bien définie est fixée par l'article 115 et l'admission des employés de carrière se fait par concours entre candidats réunissant certaines garanties d'instruction et de bonne moralité. Au début et pour une période maximum de six mois, le C. A. peut prendre les employés ne réunissant pas les garanties requises par la loi. Le règlement précise d'une façon détaillée la procédure à suivre pour les avancements soit de mérite, soit d'ancienneté. Tout en imposant une discipline assez forte, la B.A.E. assure à son personnel non seulement un traitement mensuel fixe, mais aussi des indemnités prises sur la part des profits affectés à cette fin, lors de l'établissement du bilan de la banque.

Enfin le règlement prévoit la création d'un fonds de prévoyance pour les employés astreints à cesser leurs occupations pour des raisons de santé ; ce fonds est constitué par un versement, fait par la banque, égal à 10 % des appointements de l'employé et par une retenue de 5 % sur sa mensualité.

Les devoirs et les incompatibilités des employés sont également prévus en détail par le règlement, ainsi que les garanties que doivent verser obligatoirement

ceux qui assument une certaine responsabilité. Enfin, le mode de révocation des employés incapables ou indisciplinés est tel que les abus sont assez difficiles.

Le bilan

(Préparation, délais. Répartitions de profits).

L'exercice annuel de la B.A.E. commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Sous la responsabilité du Directeur général et du chef comptable, le bilan doit être établi avec la plus grande attention, ainsi que le stipule le décret. Dans un délai de deux mois le bilan doit être présenté par le Directeur général aux Syndics pour vérification et approuvé par le C. A., obligatoirement dans le courant du mois de mars.

Les gains nets de la B.A.E. sont partagés de la façon suivante : 30 % pour le capital de la banque jusqu'à ce qu'il se chiffre à 10 millions de francs-or ; 20 % pour les fonds de réserves ; 10 % pour l'appui à donner aux syndicats et coopératives agricoles qui ont pour but de faire valoir l'agriculture et l'industrie agricole ; 15 % pour la constitution d'un fonds destiné à faire face aux crédits non recouvrables ; 10 % à la disposition du C. A. pour les partager entre le personnel ayant mérité une indemnité spéciale durant l'année, et 10 % pour des œuvres destinées à favoriser le développement de l'agriculture et de l'économie du pays.

On voit que la principale préoccupation du législateur a été d'assurer d'abord la solidité de la banque sans la lancer dans une politique de spéculation hardie.

5. — SES PRIVILÈGES

(Aide. — Taxes. — Impôts.)

Pour les crédits à long ou moyen terme, destinés en général à des améliorations de culture et non pas à des achats de matériel, l'Etat peut concourir au paiement des intérêts jusqu'à 25 %. Pour couvrir les frais de ces opérations, l'Etat peut accorder à la banque, par voie législative, une aide portant sur 50 % de ses frais ; mais cet appui ne peut pas être accordé parallèlement à la participation de l'Etat au paiement des intérêts.

Les crédits nécessaires pour permettre à l'Etat d'appliquer ces dispositions doivent être inscrits dans le budget des dépenses du Ministère de l'Economie Nationale.

D'une façon générale, la Banque est exemptée de l'impôt sur les bénéfices et aussi des taxes postales et télégraphiques. Ses propriétés immobilières sont libres de tout impôt direct ou indirect et de toute taxe d'Etat ou communale, sauf des taxes qui sont dues pour des services spéciaux rendus par la Commune.

En particulier, les opérations de crédit agricole ne paient pas d'impôt sur le revenu ; de même tous les certificats administratifs ou autres, nécessaires à l'étude ou l'octroi de crédit agricole, sont exemptés du timbre.

6. — SES OPÉRATIONS

(Opérations de crédit ordinaire ; limites légales.)

En dehors du crédit agricole, la B.A.E. est autorisée par le décret-loi du 19 juillet 1937 à effectuer certaines

opérations de crédit ordinaire. Le nombre réduit d'autres Instituts de crédit existant dans le pays a fait penser au législateur qu'il pourrait autoriser la nouvelle banque à s'occuper aussi de ces opérations dans le but évident de servir les besoins du pays, mais en même temps lui permettre de réaliser sur ces opérations, beaucoup plus faciles et rémunératrices, quelques profits, qui seront affectés par la suite au développement de l'agriculture et du crédit agricole. Nonobstant cette autorisation, la B.A.E. est principalement une institution destinée surtout au crédit agricole. Ainsi, le règlement du 14 octobre 1937 précise que seulement les trois dixièmes de ses disponibilités (capital et dépôts) peuvent être utilisés aux opérations de crédit ordinaire, le reste étant réservé aux opérations de crédit agricole proprement dit. L'article 4 du même règlement limite d'ailleurs pratiquement ces opérations, comme celles du crédit agricole, en les destinant au petit crédit. En effet, il est stipulé que les obligations de chaque débiteur de la B.A.E. ne peuvent pas, durant les trois premières années qui suivent sa constitution, dépasser la somme de 3.000 francs-or ; cette somme peut s'élever jusqu'à 5.000 francs-or si l'obligation du débiteur est garantie par une hypothèque ou par des garanties réelles ou personnelles de tout premier ordre. Ainsi, tous ceux qui ne pourront remplir ces conditions ou dont les besoins de crédit seront grands, s'écarteront de la B.A.E., la laissant consacrer toutes ses disponibilités et toute son activité à son but principal, qui est le crédit agricole.

Avant d'arriver au fonctionnement du crédit agricole, passons en revue les diverses autres opérations de notre banque.

Opérations autres que le crédit agricole

(Énumération indicative. Escompte, avances, avances sur titres, achat des titres, chèques, encaissement, dépôt, achat d'immeubles).

L'article 5 du décret-loi donne la liste nominative des opérations, autres que celles du crédit agricole, que la banque peut faire. Cette liste est nominative et non limitative, parce que le même article, dans son premier paragraphe, autorise en outre toute autre opération compatible avec les buts poursuivis par la banque et que nous avons déjà exposés :

1) La B.A.E. peut escompter, en donnant une avance, des traites, lettres de change, chèques et autres titres de crédit ayant au moins la signature de deux personnes solvables. Quant aux lettres de change ordinaires, elles ne peuvent avoir un délai de plus de six mois et l'avance consentie sur elles ne peut dépasser le quart du patrimoine du client intéressé, l'appréciation de la valeur du patrimoine et des garanties étant du ressort de la B.A.E.

2) La B.A.E. peut donner des avances sur des objets précieux. L'avance ne peut dépasser la somme de 2.000 francs-or pour chaque opération. Ces objets précieux devront être en argent ou en or (monnaies ou lingots), en pierres précieuses. L'importance de l'avance varie entre 90 % (monnaies) et 50 % (pierres) de la valeur des objets. L'estimation est faite par des experts responsables devant la banque. Le délai de l'avance, sur laquelle un taux est calculé en plus, ne peut être supérieur à douze mois ; ce délai révolu, l'Institut peut vendre les objets déposés. Pour chaque objet, la banque donne un titre considéré comme titre au porteur.

La banque n'est pas responsable des risques que l'objet peut courir ; elle doit seulement l'assurer contre l'incendie, aux frais du dépositaire.

3) La B.A.E. peut accorder des avances sur titres de l'Etat albanais ou émis ou garantis par un autre Etat. L'avance ne peut être consentie pour plus de six mois ni pour plus de 75 % de la valeur des titres reconnue au jour de l'opération.

4) La banque peut, en prélevant une provision, assurer pour le compte d'un tiers l'achat ou la vente des titres d'un Etat ou garantis par un Etat. Sur les titres d'Etat déposés à la banque en vue de la vente, celle-ci peut consentir des avances aux conditions que nous venons de voir dans le n° 3.

5) La banque peut émettre des chèques et des bons portant intérêt pour six ou douze mois.

6) Contre une provision et sans consentir aucune avance, elle peut assurer l'encaissement d'effets à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Etat.

7) La banque accepte des dépôts en compte-courant en leur assurant un intérêt fixé par le C. A. Elle accepte aussi des dépôts d'épargne en leur réservant un intérêt supérieur. Nous avons vu dans un autre chapitre que le but de ces dépôts est d'élargir les possibilités de la banque pour lui permettre d'aider l'agriculture nationale. En acceptant le dépôt d'épargne, la banque rend aussi service aux gens peu fortunés qui peuvent ainsi trouver à leur portée un dépôt rémunérateur pour leurs petites économies. Si la création des succursales et des agences de la B.A.E. ne servait qu'à remplacer la caisse d'épargne inexistante en Albanie, elle devait être

entreprise, car c'est aussi par cette méthode qu'on arrivera à combattre la thésaurisation qui immobilise tant de capitaux du pays.

8) La B.A.E. peut enfin acheter des immeubles pour son installation ou, si le besoin se présente, pour se rembourser les crédits qu'elle ne peut recouvrer autrement. Dans ce dernier cas, elle doit revendre aussitôt : en vente publique, si la valeur de l'immeuble, d'après l'estimation, dépasse 5.000 francs-or, ou en vente privée, si sa valeur est inférieure à cette somme ou si deux ventes publiques n'ont pu aboutir. Le but de cette disposition est d'éviter autant que possible l'immobilisation des capitaux de la B.A.E., qui doivent en principe servir au crédit agricole et au développement de l'agriculture.

B. Le crédit agricole

(Généralités.)

Après un long chapitre sur l'économie rurale en Albanie, nous avons vu, dans le chapitre suivant la création, le statut et les opérations de la B.A.E. Les opérations que nous avons examinées jusqu'ici ne se rapportent pas au crédit agricole proprement dit. Celui-ci, il faut sans cesse le répéter, est le but essentiel sinon unique de la banque. La B.A.E. doit, d'après le décret-loi, lui consacrer toute son attention et au moins les sept-dixièmes de ses disponibilités. Elle doit le porter chez le paysan, c'est là la condition de son développement. Par la limitation du montant de crédit que la B.A.E. doit accorder à chacun de ses clients, la loi a voulu, non seulement protéger la banque contre les risques, mais aussi lui donner une indication sur la préférence qu'elle doit accorder au petit propriétaire ou au paysan sans ressources qui a besoin d'un crédit limité pour assurer, par l'exploitation de la terre, son existence et améliorer sa vie. Un crédit de 3.000 francs-or est une somme minime pour un grand ou moyen propriétaire, qui a plusieurs hectares à faire valoir, et qui peut certainement trouver du crédit du seul fait que les riches en trouvent toujours. Ce propriétaire n'a pas besoin de la B.A.E. Celle-ci doit l'éviter pour se consacrer au pauvre paysan, pour qui quelques centaines de francs représentent souvent une somme appréciable et introuvable sans son

aide. C'est là un principe que je crois conforme au but du législateur, et que la banque doit ne pas oublier quand elle aura à distribuer le crédit agricole. Examinons maintenant, d'une façon approfondie, le caractère, les facteurs, les délais et les modalités du crédit agricole tel qu'il a été créé par le décret-loi du 19 juillet 1937 en Albanie.

1. — SON CARACTÈRE

(Classification. — Définition. — Division. — Définition législative. — Crédit foncier. — Politique sociale.)

Le crédit agricole est une sorte de crédit ; c'est-à-dire l'octroi d'une personne à une autre d'un capital avec confiance complète, renforcée par des garanties personnelles ou autres, que le capital donné lui sera rendu dans un délai fixé. Selon le destinataire ou la destination du crédit, on peut en distinguer plusieurs (crédit commercial, crédit agricole, etc.) ; des distinctions peuvent aussi s'établir suivant le créancier (crédit bancaire, crédit international), ou suivant la nature des garanties données (crédit personnel, hypothécaire, etc.)

Le crédit agricole doit certainement son nom d'abord à sa destination : crédit destiné à l'agriculture pour un but directement ou indirectement agricole, il ne pouvait que prendre le nom de crédit agricole. Puis, suivant la garantie donnée, on a distingué le crédit agricole proprement dit, donné sous la garantie personnelle du bénéficiaire ou sur un gage, et le crédit foncier, donné sur une garantie hypothécaire. Plusieurs auteurs, dont Dop,

ne font aucune différence entre les deux crédits, dont la destination est toujours la terre et ses produits. Mais les nécessités sociales, que certains auteurs apprécient plus que toute autre considération, leur imposent de les différencier, dans le but de réserver le crédit agricole, souvent privilégié, seulement aux agriculteurs peu fortunés, qui en ont le plus besoin. En excluant ce qu'ils appellent crédit foncier de la notion du crédit agricole, il s'efforcent de limiter les bienfaits de celui-ci à une classe d'agriculteurs. Une tendance sociale, compréhensible en soi, ne peut pas suffire pour établir légalement ou économiquement une distinction difficilement saisissable. Le crédit agricole ne peut être ni plus ni moins qu'un crédit destiné à l'agriculture. Si un ordre juridique établi veut, pour une raison ou pour une autre, réserver le crédit agricole à une classe de cultivateurs ou le rendre plus facile pour elle, il lui reste à exprimer clairement sa volonté par les moyens qu'il possède ; il peut ainsi établir et favoriser seulement le crédit agricole personnel et considérer légalement le crédit foncier comme un crédit simple régi par le droit commun.

Le législateur albanais aurait dû, peut-être, réserver ses faveurs seulement au crédit agricole personnel, qui vise à aider ceux qui ont le plus besoin de crédit, étant donné que jusqu'ici personne ne leur en a fait, sauf l'usurier qui les tue, car les paysans pauvres ne possèdent d'autres garanties que leur honnêteté et leur travail. Les données de l'économie rurale albanaise, telles que nous les avons étudiées, militent certainement pour une pareille opinion. La grande majorité des paysans albanais ne peut pas utiliser le crédit à garanties fon-

cières, n'ayant rien à hypothéquer. Pour le moment et pour longtemps encore, les grands travaux d'industrialisation de l'agriculture peuvent attendre, car il s'agit d'abord de consolider la vie du paysan. Et c'est surtout en vue de ces travaux que le crédit foncier est conçu. Enfin le fait que le capital de la B.A.E. a été mis à sa disposition par l'Etat, c'est-à-dire par le contribuable, qui n'est autre que ce pauvre paysan, aurait pu justifier que le crédit agricole lui soit exclusivement réservé. Mais le législateur en a décidé autrement.

Le crédit foncier, crédit généralement à long terme avec garanties hypothécaires, fait partie, suivant le droit positif albanais, du crédit agricole dans la conception générale du terme. Ainsi les dispositions législatives rendent la discussion plus approfondie de la définition du crédit agricole inutile pour cet essai.

Pratiquement, le législateur a permis à l'Institut du crédit de faire une politique de tendance sociale en aidant plutôt le petit que le grand paysan. La définition plus ou moins limitative du bénéficiaire du crédit institué, la limitation de la somme maximum de crédit que l'Institut peut accorder, le but général de la B.A.E. qui est d'aider l'agriculture et par là le plus grand nombre d'agriculteurs, et enfin la recommandation faite à la banque de commencer graduellement et lentement ses activités, sont des appuis légaux suffisants pour justifier la politique sociale de la B.A.E. Si le législateur, expression de la nation entière, n'a pas voulu établir des faveurs pour une seule classe de citoyens, les pauvres, il n'y a par contre aucune raison pour qu'une institution spéciale ne serve plus spécialement la catégorie de la

population qui a le plus grand besoin de son aide. Les grands peuvent toujours s'adresser à d'autres institutions créées ou aidées par l'Etat. En conclusion, légalement, le crédit agricole en Albanie est, comme dit Dop, tout capital emprunté en vue d'un emploi agricole quelconque.

Voyons maintenant quel est le créancier et quel est le bénéficiaire de ce crédit agricole.

2. — LES CRÉANCIERS

(Monopole de fait. — Crédit mutuel.)

Le principal distributeur du crédit agricole en Albanie est, d'après le décret-loi, le B.A.E. Mais rien n'établit un monopole en faveur de cette institution. D'autres établissements de crédit peuvent, s'il le veulent, faire du crédit aux paysans pour un emploi agricole. Légalement, rien ne les en empêche. Naturellement, la B.A.E. sera, sous peu, mieux appropriée et spécialisée dans le crédit agricole. L'expérience a démontré que personne jusqu'ici ne s'est sérieusement préoccupé de ce crédit. Mais pour éviter toute concurrence, légalement possible, la B.A.E. doit établir des agences auprès du paysan. Nous avons déjà vu le pour et le contre de cette politique, mais je crois que les arguments financiers avancés contre ces agences pourraient être considérés comme annulés, si l'Etat voulait mettre à la disposition du crédit agricole sa propre organisation postale, par exemple.

Le décret-loi prévoit la création de syndicats et de

coopératives agricoles dont nous verrons par la suite le fonctionnement et auxquels il accorde expressément le droit de faire du crédit agricole. Mais nous avons vu que pour quelque temps au moins, il faut être assez pessimiste à l'égard de ces organisations collectives qui se heurtent à la méfiance, aux habitudes et à l'esprit individuel inné du paysan.

Pour le moment, la B.A.E. doit rester, et pratiquement restera, le seul distributeur du crédit agricole en Albanie. Elle doit profiter de cette situation privilégiée pour faire l'éducation du paysan et pour s'organiser de manière à défier toute concurrence et tout reproche par la suite.

3. — LES BÉNÉFICIAIRES

(Article 5 du décret ; article 5 du règlement. — Sociétés agricoles. — Crédit personnel. — Définition du paysan ; définition assez flottante. — Limitation ; raison de la limitation. — Eleveurs.)

L'article 5 du décret-loi, dans son premier paragraphe, spécifie que la banque exerce le crédit agricole dans tout le royaume « en faveur des particuliers, des sociétés et des institutions légalement créées suivant la méthode prévue par cette loi ». Cette définition des bénéficiaires éventuels du crédit agricole est certainement par trop large. Elle devient beaucoup plus claire dans l'article 5 du règlement où il est dit que la B.A.E. accorde le crédit agricole en escomptant directement les traites des paysans ou bien en réescomptant les traites escomptées par les coopératives et les syndicats agricoles. On peut affirmer de manière indiscutable que, lorsque l'ar-

ticle 5 du décret-loi mentionne des « sociétés ou institutions », il vise par ces deux termes la même chose. Sociétés ou institutions sont les coopératives ou les syndicats créés par cette même loi et rien d'autre. Il faut donc exclure du nombre des bénéficiaires éventuels du crédit agricole accordé par la B.A.E. toute autre société agricole. Leur constitution est plus que souhaitable ; mais leurs besoins de crédit ne doivent pas être du ressort du crédit agricole. Le crédit agricole est créé en faveur des paysans exploitant la terre individuellement et non en faveur des sociétés spéculant plus ou moins avec l'aide des capitaux appartenant en général à des personnes n'ayant point la qualité de paysan. Pour soutenir cette thèse, nous pouvons en appeler à l'autorité de M. F. Frigione, qui est l'organisateur de la B.A.E. Voici comment il s'exprime dans un article publié par le journal « Drita », de Tirana, le 28 janvier 1938, article que nous citerons à plusieurs reprises : « Des prêts agricoles peuvent être consentis seulement aux vrais paysans, c'est-à-dire à ceux qui consacrent leur activité au travail de la terre ». La condition essentielle par conséquent pour bénéficier du crédit agricole est d'être un « travailleur de la terre » ; la qualité de propriétaire, de fermier, de métayer, etc., n'a point d'importance ; il suffit d'être travailleur de la terre. C'est la seule signification possible qu'on puisse donner au terme « particuliers » de l'article 5 du règlement. De là on doit conclure que tout crédit agricole est refusé au propriétaire qui n'est pas lui-même un « travailleur de la terre ». Un rappel à tout ce qui a été dit au premier chapitre de cette étude, suffit pour soutenir que prati-

quement les grands et les moyens propriétaires ne doivent pas prétendre à l'aide de la B.A.E. Ayant été, mais n'étant plus « travailleurs de la terre », le grand et le moyen propriétaire se sont exclus d'eux-mêmes du crédit agricole. Ainsi la politique sociale que j'indiquais un peu plus haut se trouve justifiée par l'interprétation des textes. M. M. Frigione d'ailleurs conclut, lui aussi, de la même façon : « Par conséquent pas de prêt à ceux qui, tout en étant propriétaires de terres, ne les travaillent pas directement, mais préfèrent les faire travailler par d'autres en se contentant de toucher la location de leur terre ».

Naturellement, la définition ainsi établie du bénéficiaire éventuel du crédit agricole, est incomplète et insuffisante pour établir un critère fixe et objectif pour l'octroi du crédit agricole. Le terme de propriétaire moyen est assez vague et en pratique flottant. Doit-on considérer comme tel tout autre propriétaire que celui qui n'a pas plus de terres qu'il n'en peut travailler lui-même personnellement ? Doit-on exclure du bénéfice du crédit agricole le propriétaire qui possède une étendue de terres qu'il ne peut cultiver sans faire appel à des métayers ou à des ouvriers agricoles ? Je répète que l'élément qui décidera si tel « particulier » peut bénéficier du crédit agricole est sa qualité de « travailleur de la terre ». Pratiquement aucun grand et moyen propriétaire n'entre dans cette catégorie. Mais si ceux-là voulaient devenir « travailleurs de la terre », rien ne les empêcherait plus de bénéficier du crédit agricole. Ici intervient une autre limitation très importante : c'est que le prêt doit être donné non seulement à un « tra-

vailleur de la terre », mais aussi pour ses « besoins agricoles ». Ces « besoins agricoles » ne peuvent être compris que comme besoins des terres qu'il travaille lui-même avec l'aide de sa famille et non point de celles qu'il loue ou qu'il donne en métayage. C'est ici que le critère devient assez flottant. Mais la loi a donné assez d'indications à la B.A.E. pour qu'elle n'accorde pas son crédit à ceux qui n'en ont pas besoin ou qui peuvent facilement le trouver ailleurs.

Cette stricte limitation est plus que nécessaire, car l'histoire nous apprend que ces propriétaires ne manqueront pas d'essayer de profiter de la B.A.E. Ils s'efforceront immédiatement de devenir clients de la B.A.E., tandis que l'ignorance et le conservatisme du paysan le retiendront assez longtemps éloigné de la banque. Ces propriétaires d'ailleurs tâcheront d'emprunter à la banque pour trouver un moyen détourné de vendre leurs terres ; ils ne paieront presque jamais leur créance et obligeront la B.A.E. à immobiliser provisoirement un grand capital en fonds terriens. L'obligation d'utiliser le prêt obtenu exclusivement à « des besoins agricoles », vise de beaucoup plus près ces « particuliers » que le paysan. Celui-ci, s'il obtient un crédit, n'en abusera autrement que pour se nourrir afin de pouvoir travailler et, malheureusement, parfois pour faire honneur à des coutumes aussi traditionnelles que ruineuses (fêtes à l'occasion des mariages, des naissances et surtout des décès), que le gouvernement essaie de faire disparaître ; les autres utiliseront le crédit qu'ils recevront, certes, pour tout autre chose que pour des travaux agricoles dont ils ne sentent pas la nécessité. C'est à la

B.A.E. qu'il appartient de prévenir tout abus et de n'accorder son aide qu'au « travailleur de la terre » et pour ses « besoins agricoles ».

L'article 10 du règlement donne quelques indications sur les méthodes que la B.A.E. doit utiliser pour éviter tout abus. Les organes délibérants de la B.A.E. (C. A. et C. E.) ainsi que les Commissions locales d'escompte doivent employer tous les moyens d'information qu'ils peuvent avoir à leur disposition pour s'assurer que le crédit accordé sera employé pour l'agriculture. Dans leur décision, ils doivent surtout considérer la moralité du demandeur et sa profession pour s'assurer que son affirmation de besoin agricole est sérieuse et de bonne foi ; ils doivent aussi examiner attentivement le comportement du demandeur dans le passé pour voir s'il n'a pas déjà abusé de la B.A.E. ou encore s'il a géré ses affaires d'une façon déficiente. Ces enquêtes, menées sérieusement par la B.A.E. suffiront certainement à limiter le crédit agricole dans les limites que nous essayons de lui fixer.

Une dernière remarque est relative au crédit agricole qui peut être accordé à l'éleveur qui pourrait ne pas être un « travailleur de la terre ». Il semble que le décret-loi prévoit la possibilité de lui accorder un crédit agricole ; mais, comme le législateur ne parle de lui que tout à fait incidemment, je préfère envisager son cas un peu plus loin.

4. — DÉLAIS DE PAIEMENT

(Généralités. — Crédit à long terme ; crédit à court terme.)

Le crédit agricole doit être accordé avec un certain délai de paiement. Ce délai doit être moyen. La néces-

sité d'un délai moyen a obligé le législateur à ne pas utiliser le crédit commercial, court par excellence, pour les besoins du cultivateur. En effet, le crédit commercial est généralement accordé pour trois mois ou 90 jours. Ce délai est impraticable pour le cultivateur, car il ne peut payer après trois mois, n'ayant pas eu encore le temps d'utiliser le crédit accordé et d'en tirer les profits. En trois mois, presque aucun produit agricole ne peut être réalisé. Un délai minimum de douze mois serait préférable. En effet, dans une année, le cycle est complet pour la petite culture et par conséquent le paysan est en état de payer ses dettes. Le délai de neuf mois, assez fréquent pour le crédit agricole, est souvent trop court. Nous verrons par la suite que le législateur albanais a fait choix d'un autre critère.

Plusieurs auteurs soutiennent que le crédit agricole ne doit pas avoir une échéance trop longue, parce qu'alors il devient assez périlleux pour le créancier, à cause des grands risques que court l'agriculture. Cette opinion est plutôt celle de ceux qui veulent exclure du crédit agricole le crédit foncier, voulant limiter le premier dans la notion du crédit personnel.

Nous avons vu que la loi albanaise sur la B.A.E. n'accepte pas cette exclusion et qu'au contraire, elle classe le crédit foncier dans le crédit agricole. Il est donc pratiquement inutile d'insister sur cette opinion opposée au long terme dans le crédit agricole, bien qu'elle puisse présenter plusieurs arguments en sa faveur. Voyons maintenant les délais du crédit agricole, tels que le décret-loi albanais les a prévus.

Le décret-loi, dans son article 6, divise les opérations

de crédit agricole en trois catégories : crédit à court terme, crédit à moyen terme, crédit à long terme. Voyons ces trois catégories en retenant un paragraphe pour les prolongations que prévoit le décret-loi.

a) *Crédit à court terme*

(Opérations. Caractère. Agences agricoles. Remboursement).

Les opérations de crédit agricole, caractérisées à court terme par le décret-loi, sont les suivantes :

1) Prêts pour les agences agricoles. Une loi albanaise en préparation crée des agences agricoles à la tête desquelles elle placera des cultivateurs préparés spécialement pour une culture rationnelle. Le législateur leur accordera la possibilité financière nécessaire à leur exploitation.

2) Prêts pour l'utilisation, manipulation et transformation des produits agricoles.

3) Prêts aux éleveurs et prêts pour paiement des loyers et des frais d'assurance.

4) Avances sur des produits agricoles déposés ou rassemblés dans des magasins publics ou privés, ou gardés dans les dépôts ou fabriques du producteur.

5) Prêts aux syndicats et coopératives autorisées à faire du crédit agricole. Ces prêts doivent être destinés : a) à l'achat de matériel utile à l'exploitation des agences agricoles de leurs membres ; b) à des avances aux membres, si la production est utilisée, transformée ou vendue collectivement.

6) Prêts aux syndicats et coopératives pour leurs opérations d'escompte.

Cette énumération est limitative, le décret-loi étant rédigé de manière à ne laisser aucun doute sur ses intentions. Mais tous les crédits énumérés plus haut ont bien le caractère essentiel du crédit à court terme, qui est un crédit de roulement et par conséquent spécialement destiné aux paysans pauvres n'ayant pas de capitaux et ne pouvant pas trouver de crédit ailleurs.

Tout crédit accordé à une agence agricole ne doit être qu'une aide à l'agent ; il ne doit jamais couvrir tous les frais de l'agence.

Au commencement de chaque année, le C. A. de la B.A.E. doit décider la contribution qu'il destine à chaque culture et porter sa décision à la connaissance des syndicats et coopératives agricoles.

Le délai fixé par le décret-loi pour la liquidation de ce crédit à court terme ne doit jamais en principe dépasser une année. Généralement le débiteur doit payer au moment de la récolte, sauf, naturellement, pour les avances consenties sur des produits emmagasinés. Pour ces avances, le remboursement doit se faire au moment de la vente des produits ; mais cette vente doit s'effectuer dans des conditions telles que le producteur ne risque aucune perte. Le moment favorable se trouve dans le courant de l'année qui suit l'obtention du prêt ; le but est d'éviter au paysan l'exploitation dont il fut autrefois victime, à l'époque où il était obligé de vendre sous une baisse artificielle des prix, provoquée par la spéculation, pour payer l'usurier. Les prêts accordés aux agences et destinés à l'achat d'outils pour leurs membres doivent être payés dans les deux mois. Enfin les prêts consentis à ces mêmes agences pour les opérations d'escompte sont payables au moment de la récolte.

Ces prêts doivent naturellement être payés en une seule fois ; leur caractère et leur utilisation imposent cette règle.

b) *Crédit à moyen terme*

Opérations. Caractère. Délais. Remboursement. But.

L'article 8 du décret-loi considère comme crédit agricole à moyen terme les opérations suivantes :

1) Prêts pour achat de bétail, machines et outils agricoles.

2) Prêts pour plantations d'arbres fruitiers, transformation de cultures, systématisation limitée des terres, aménagements d'habitation.

3) Prêts de roulement accordés aux cultivateurs avancés se trouvant en difficultés financières.

Le crédit pour achat de machines agricoles peut être également accordé aux coopératives et syndicats agricoles autorisés, pour les mettre à la disposition de leurs membres.

Il s'agit ici d'un crédit d'une utilisation dont les résultats ne peuvent être complètement obtenus dans un délai très court comme celui d'une année, prévu pour le crédit à court terme. En effet, le bétail, les machines agricoles et les améliorations de cultures sont, par leur nature même, destinés à fructifier pendant un temps beaucoup plus long et en même temps nécessitent un capital assez considérable, qui ne peut être remboursé sur les gains prélevés la première année qui suit l'obtention du crédit agricole. C'est pourquoi le délai accordé pour le remboursement complet de ces prêts est de cinq ans. D'autre part, l'article 14 prévoit que le rem-

boursement doit se faire par versements annuels de façon à donner des facilités au paysan emprunteur. L'époque du versement annuel doit, d'après le décret-loi, coïncider avec le moment de la meilleure récolte. Le paysan se voit ainsi accorder encore une facilité, qui lui permet de faire ses paiements à un moment assez avantageux pour lui.

Il est entendu que le crédit ainsi obtenu doit être utilisé pour l'opération en vue de laquelle il a été accordé ; la B.A.E. assure un contrôle qui peut déclencher une action pénale contre tout payant qui abuse.

Ces prêts, comme ceux du crédit agricole à court terme, peuvent être accordés aux particuliers ou aux coopératives et syndicats qui exploitent directement des terres en vertu d'un titre légal ou d'un contrat.

c) Crédit à long terme

(Objet. Nature. Bénéficiaires. Délai. Remboursement. Limites, raisons de cette limitation).

Pour les autres besoins agricoles, comme, par exemple, constructions de routes reliant des propriétés entre elles, bonifications, systématisations, cohabitations, reboisements, transformations importantes dans la culture, etc., on doit faire appel au crédit agricole à long terme, institué dans l'article 11 du décret-loi.

Le crédit à long terme est un crédit d'amélioration des conditions de l'exploitation agricole. Il porte naturellement sur un temps beaucoup plus long, la réalisation des améliorations et celles des fruits en résultant, demandant toutes les deux un certain temps.

Le crédit à long terme peut être accordé seulement

aux propriétaires de terres ou bien à ceux qui les ont louées, sur la production d'un titre permettant les opérations d'amélioration par le crédit agricole et les garanties que le décret-loi précise pour de telles opérations. Pour certains de ces crédits les propriétaires, lorsque le crédit est accordé au locataire, doivent consentir aussi à l'inscription d'une hypothèque privilégiée. Le délai de remboursement ne doit pas dépasser la validité du contrat établi entre propriétaire et locataire.

Le crédit à long terme est accordé pour une période de trente ans au maximum et il est remboursable par paiements annuels. Quant aux prêts hypothécaires, le paiement semestriel est prévu par le décret-loi. La période de remboursement commence toujours le 1^{er} janvier ; les paiements se font par semestre : le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année. L'amortissement de l'emprunt hypothécaire ne peut jamais commencer plus tard que trois ans après le dernier versement affectué par la banque. La B.A.E. peut d'ailleurs accorder ce crédit par versements échelonnés en rapport avec les progrès des travaux. Mais l'avance pour le commencement des travaux ne doit jamais dépasser le cinquième de la somme prêtée.

Pour la fixation du délai de recouvrement du prêt, on doit prendre en considération les bénéfices réalisés par l'amélioration pour laquelle le crédit a été consenti ; aussi la fixation de la somme de l'annuité doit être en rapport avec les profits que le paysan a pu tirer de l'amélioration de son exploitation. Le crédit accordé pour des opérations d'amélioration ne doit pas dépasser la somme fixée dans le plan des travaux à faire,

présenté à la B.A.E., ni la moitié de la valeur de la terre pour laquelle il est donné ; l'estimation de la valeur appartient sans appel à la B.A.E. Dans le plan, tous les travaux envisagés doivent être décrits en détail et la B.A.E. garde toujours pour accorder le crédit le dernier mot sur leur valeur et leur utilité.

Toutes ces dispositions sont au profit du débiteur et lui facilitent le paiement de sa dette, et elles s'expliquent, car la B.A.E., étant une institution publique de crédit, ne cherche pas notamment à bénéficier commercialement de ses opérations.

Enfin l'article 15 du décret-loi, dans son premier paragraphe, stipule que le crédit à long terme, pendant les cinq premières années de l'application du décret-loi ne pourra dépasser pour chaque bénéficiaire la somme de 1.000 francs-or. On voit par la modicité de la somme autorisée que l'intention du législateur est de limiter au possible les opérations du crédit agricole à long terme, destiné par nature aux grands propriétaires, afin d'obliger le B.A.E. à consacrer son activité et son capital aux opérations du crédit à court et moyen terme dont peuvent bénéficier les paysans petits propriétaires ou travaillant sur les terres d'autrui. L'indication donnée aux dirigeants de la B.A.E. est tellement claire que personne ne pourra prétendre la contester.

d) *Prolongation des délais*

(Principe. Résultats. Dérogations. Prolongation. Spéculation).

Le principe du crédit agricole, comme d'ailleurs de toute sorte de crédit, est que le remboursement des prêts

doit se faire scrupuleusement au moment fixé par le contrat ou le titre. Cette exactitude est nécessaire surtout au crédit agricole organisé par l'Etat, car le capital mis au service de l'agriculture appartient à l'Etat et doit servir à tous comme une aide efficace. D'autre part, l'exactitude des opérations du crédit agricole aura une influence éducatrice sur le paysan albanais qui, comme tout autre paysan, a une large conception de ses obligations en matière de crédit et n'est jamais pressé de payer ses dettes. Cette psychologie particulière au paysan et les risques que court toute production agricole constituent deux des principales raisons de l'absence ou de la prudence de l'initiative privée en matière de crédit agricole, qui à son tour a donné naissance aux crédits usuriers. Ainsi, la B.A.E. applique strictement la loi et demande de l'exactitude au paysan, elle se heurtera certainement au début à ses mauvaises habitudes, mais elle lui rendra en même temps un service, car en l'amenant à changer de conception, elle fera disparaître la cause principale qui empêche l'organisation du crédit agricole par les particuliers.

Mais si, malgré toute la bonne foi du paysan, des circonstances indépendantes de sa volonté lui rendent impossible le remboursement de sa dette, une institution publique de crédit doit avoir envers lui une tout autre attitude qu'un prêteur ordinaire réclamant son argent. La B.A.E. doit aider le paysan et non le persécuter. Si donc elle le juge nécessaire, elle pourra utiliser la facilité que le décret-loi lui donne dans l'article 17. En effet, d'après cet article, lorsque la défense du marché ou du crédit est en cause, le Ministère de l'Economie

Nationale, en accord avec celui des Finances, peut par décret ministériel, autoriser, sur sa demande, la B.A.E. à prolonger les échéances des crédits de roulement jusqu'à six mois après la récolte, l'utilisation ou la transformation du crédit agricole. Cet article a surtout pour but de donner à la B.A.E. une arme pour lutter contre la spéculation, possible encore, comme par le passé, contre le paysan. Six mois supplémentaires de crédit, dans les conditions actuelles du marché albanais, sont suffisants pour permettre au paysan de déjouer les calculs de spéculation des grands minotiers qui font artificiellement baisser les prix au moment de la récolte, pour les faire monter quelques mois après. Si le paysan n'est pas pressé par la B. A. E., il peut ne pas recourir aux marchands spéculateurs pour la vente de sa récolte. Mais cette faculté peut être également utilisée par la B.A.E. pour d'autres cas d'impossibilité de remboursement.

C'est en même temps une façon de persuader le paysan que la B.A.E. n'est qu'une institution cherchant à le servir en l'aidant, car elle aide ainsi l'économie entière de l'Albanie.

5. — MODALITÉS DU CRÉDIT

(Demande ; contenu ; importance ; procédure. Billets à ordre ; signature.)

Le crédit agricole est accordé aux bénéficiaires ou bien par contrat, ou bien par l'escompte, direct ou indirect (par l'intermédiaire des syndicats ou coopératives) des billets à ordre, signés par le bénéficiaire. Généralement le contrat est réservé pour les opérations de cré-

dit à long terme et les titres de crédit pour les opérations à court et moyen terme.

Le « travailleur de la terre » qui désire obtenir un crédit adresse une demande à la succursale la plus proche de la B.A.E. Provisoirement et jusqu'à ce que la B.A.E. organise ses succursales, ces demandes doivent être adressées à l'établissement de Tirana. Si le paysan ne sait pas écrire, il peut faire établir sa demande par un fonctionnaire de l'administration communale ou par l'instituteur et la signer de son empreinte digitale. Dans cette demande, il doit spécifier d'abord à quel titre il travaille la terre ; est-il propriétaire, métayer ou simple ouvrier avec participation aux bénéfices de la récolte ? La demande doit contenir une description du domaine exploité par le demandeur ; cette description doit être aussi précise que possible et elle est assez importante, étant donné que le cadastre n'est pas encore organisé en Albanie. Ensuite le paysan doit exposer le but pour lequel il sollicite un crédit et le montant de ce crédit, en précisant le délai qu'il désire se voir accorder. Enfin la demande doit indiquer les garanties qu'éventuellement le demandeur peut donner, et aussi mentionner, s'il y a lieu, les autres crédits qu'il a déjà obtenus et n'a pas encore remboursés à la B.A.E. Si le crédit consiste en une avance sur des produits emmagasinés, le demandeur doit indiquer l'endroit du dépôt. Si la demande est faite en vue d'un crédit à long terme, elle doit être en plus accompagnée d'un plan détaillé des travaux projetés et d'un devis des dépenses nécessaires à leur réalisation.

Toutes les indications contenues dans cette demande

sont considérées par la loi comme éléments et compléments d'interprétation du titre de crédit.

Cette demande est introduite, par la direction de la succursale à laquelle elle a été adressée, à la Commission d'escompte, laquelle, comme nous l'avons déjà vu, donne son opinion sur la suite à y donner. Aucun billet à ordre ne peut être escompté sans avis de la commission d'escompte.

Si la demande est acceptée, la B.A.E. fait signer au paysan un titre de crédit qui doit contenir les indications suivantes : 1) le but pour lequel le crédit est accordé ; cette indication doit être assez détaillée de façon à éviter toute discussion sur son interprétation ; s'il s'agit du crédit en vue d'achat de machines, outils ou bétail, une description détaillée est également indispensable ; 2) description du bien agricole pour lequel le crédit est accordé ou des magasins où se trouvent le stock des produits sur lesquels une avance a été consentie ; et en plus, 3) les garanties données pour le crédit demandé.

Le billet à ordre doit être signé par le bénéficiaire du crédit. Pour les billets à ordre ne dépassant pas la somme de 200 francs-or, le débiteur peut, s'il déclare ne pas savoir écrire, apposer son empreinte digitale ; mais dans ce cas le billet à ordre doit être contresigné par deux témoins légalement capables de participer aux actes publics, et dont la signature sera légalisée par la Commune ou un notaire sans aucun frais. Le caissier, responsable de l'irrégularité des titres, peut toujours exiger la légalisation notariale et en outre la signature de l'effet devant lui.

Pour tout renouvellement de ces titres un avis nouveau de la Commission d'escompte est nécessaire.

C. — Les Garanties

1. — LE PRIVILÈGE

(Nature. — Ordre. — Objet. — Durée. — Étendue. — Inscription.
— Registres. — Radiation. — Sanctions. — Exécution.)

Pour assurer le crédit à court et moyen terme, le décret-loi accorde un privilège spécial, dont nous verrons l'objet ici même. Il passe avant tout autre privilège général ou spécial et prend place immédiatement après celui des frais de justice, établi par l'article 1888 du Code civil. Il suit l'objet sur lequel il est accordé, même s'il est passé entre les mains d'un tiers qui a pu acquérir cet objet. L'acquéreur, tout en pouvant se retourner contre le vendeur par la suite, doit répondre pour l'obligation privilégiée. Ce même privilège est opposable pendant douze mois après l'échéance, complète ou partielle, de la créance, contre tout propriétaire, travailleur ou locataire actuel du fonds pour qui le crédit a été accordé. La B.A.E. peut exercer ce privilège, même si les objets sous privilège ont été déplacés ; il suffit pour cela de commencer les poursuites dans un délai de deux mois après le déplacement ; elle peut poursuivre, même passé ce délai, mais elle doit alors prouver que le propriétaire actuel des produits était au courant de l'existence de son privilège.

L'objet du privilège change avec le but pour lequel le crédit privilégié a été accordé. Ainsi, les créances ac-

cordées pour l'exploitation d'agences agricoles, pour utilisation, manipulation ou transformation de produits pour les éleveurs ou pour le paiement des loyers et les frais d'assurance, et celles qui seront accordées aux coopératives ou syndicats pour leur permettre l'escompte de certains titres de crédit, sont privilégiées sur tous les fruits récoltés ou pendant. Ces mêmes créances sont encore privilégiées sur les produits qui se trouvent dans les habitations ou les fabriques attachées aux terres d'où ces produits sont sortis.

Le privilège dure douze mois après l'échéance. Les prêts accordés aux coopératives ou syndicats ne sont privilégiés que quand la B.A.E. a effectué le paiement du réescompte aux institutions intermédiaires.

Les crédits à moyen terme pour plantation d'arbres fruitiers, transformation de cultures et rationalisations limitées sont privilégiés comme ceux que nous venons de voir ; si l'objet sous privilège ne suffit pas à assurer le paiement de la dette, le privilège s'étend aux fruits de la deuxième année pour l'excédent.

S'il n'y a pas de récolte ou si celle-ci est insuffisante, le privilège s'étend aux fruits de l'année suivante. La B.A.E. peut exercer ce privilège même si elle n'a pas voulu l'exercer sur les fruits de la première année, et elle le possède contre celui qui est le propriétaire, le locataire ou le travailleur de la terre durant cette deuxième année.

Si le débiteur est un métayer, le privilège s'étend seulement à la part qui lui revient des fruits, d'après le contrat.

Les prêts pour l'achat de bétail, machines ou outils,

ont un privilège sur ces objets et aussi un privilège sur les fruits de l'année ; mais ce dernier seulement pour l'excédent, non payable par les objets.

Les avances accordées sur les produits emmagasinés ont un privilège sur ces mêmes produits.

Les créances privilégiées que nous venons d'examiner, doivent s'inscrire dans les cinq jours, suivant la constitution du prêt, sur un registre spécial. Chaque commune doit avoir un registre pour l'inscription des privilèges agricoles concernant les fonds ou les magasins se trouvant dans sa juridiction et susceptibles de faire l'objet du crédit agricole. Ce registre, numéroté à chaque page et signé par le Président de la Commune, est sous la surveillance du secrétaire qui est responsable vis-à-vis de la B.A.E. pour toute omission ou irrégularité portant préjudice aux intérêts de la B.A.E.

L'inscription du privilège doit être faite par le secrétaire de la Commune sur la demande de la B.A.E. C'est à la banque aussi qu'il revient de demander la radiation du privilège dans les cinq jours qui suivent l'extinction de la créance.

Des peines sévères sont prévues contre le débiteur qui détériore ou cache les objets qui se trouvent sous le privilège établi par l'article 18 du décret-loi. Ces peines sont les mêmes que celles prévues contre le débiteur qui donne au crédit agricole obtenu une autre destination que la destination déclarée dans sa demande.

Si le débiteur, intentionnellement, provoque une détérioration, une perte de valeur du bien agricole pour lequel le crédit a été accordé, et amoindrit ainsi la garantie de la banque, celle-ci peut demander la résiliation du contrat.

Si lors de l'échéance de la créance le débiteur refuse de s'exécuter complètement ou de payer l'annuité, la B.A.E. peut demander au tribunal compétent la saisie et la vente des objets sous privilège sans aucune autre formalité judiciaire. Une condition résolutoire est sous entendue pour chaque opération de crédit agricole.

La même procédure est applicable aux avances consenties sur des produits emmagasinés et sous privilège, dans le cas de non-paiement, ou bien si les fruits risquent de périr. Enfin, si les fruits sous privilège ont été vendus judiciairement, c'est leur prix qui est sous privilège pendant les deux mois qui suivent sa déposition.

En ce qui concerne l'exécution, les titres de crédit de la B.A.E. sont des titres exécutoires, même s'ils ne sont pas signés par le débiteur. Il suffit qu'ils soient dûment légalisés. L'opposition à l'exécution contre les meubles ne peut suspendre l'action judiciaire. Les livres de la B.A.E. constituent une preuve contre le débiteur et les tiers.

2. — L'HYPOTHÈQUE

(But. — Privilège. — Constitution. — Certificat communal. — Publicité. — Faillite. — Remboursement. — Formalités de vente. — Adjudication.)

Pour le crédit à long terme ainsi que pour le crédit à moyen terme destiné à la plantation d'arbres fruitiers, transformation de culture et systématisation limitée des terres, le décret-loi prévoit la garantie hypothécaire. L'hypothèque accordée pour garantir ces créances est privilégiée sur toutes les autres hypothèques.

ques déjà inscrites sur les immeubles pour lesquels le crédit a été accordé. Naturellement, cette hypothèque peut être accordée seulement par le propriétaire. La disposition qui établit un privilège en faveur de cette hypothèque en la faisant passer avant toute autre, semble porter atteinte aux droits acquis garantis par la Constitution du pays. Lors de la présentation du décret-loi du 19 juillet 1937 à la Chambre des députés pour confirmation, cette anticonstitutionnalité a été relevée par plusieurs députés et a provoqué une discussion assez longue. Pourtant la Chambre a admis l'article 25 du décret-loi tel quel, parce qu'elle a cru que les droits acquis des tiers sont suffisamment protégés par la disposition de l'article 82 des dispositions finales de ce même décret-loi, qui précise que l'hypothèque, établie par l'article 25, sera privilégiée seulement contre les hypothèques des tiers, inscrites cinq ans après l'entrée en vigueur du décret-loi. Ainsi, les tiers ont largement le temps de prendre leurs dispositions contre ce privilège de la B.A.E. Assurément, ce privilège est une institution exorbitante du droit commun, qui veut que l'hypothèque soit une garantie réelle absolue. Mais l'interprétation donnée par la Chambre (qui en Albanie est l'organe de l'interprétation authentique) et le fait que le privilège entre en vigueur cinq ans après suffisent, je crois, pour garantir les tiers, tout en donnant une garantie supérieure à la B.A.E.

Avec l'accord du propriétaire du domaine pour lequel le crédit a été accordé, une hypothèque peut être constituée pour garantir la créance du locataire de la terre, lorsque celui-ci a pris un prêt en vue de la construction d'une route entre plusieurs propriétés, ou en

vue de systématisation des terres, ou enfin pour la construction d'œuvres susceptibles d'assurer l'irrigation du domaine.

Pour la constitution de l'hypothèque privilégiée, l'emprunteur doit pouvoir prouver qu'il est le propriétaire de l'immeuble sur lequel l'hypothèque est constituée. Il doit prouver sa propriété par des documents cadastraux. Comme le cadastre n'est pas encore complet en Albanie, le débiteur peut prouver ses droits sur le domaine par le moyen suivant : il peut présenter un certificat du président de la Commune où sa propriété est située, assurant, sous la foi d'une attestation de la Commission des vieux du village, que le domaine lui appartient en propre ; ce certificat doit en outre mentionner qu'il est propriétaire légitime depuis au moins trois ans ; il doit enfin contenir une description complète du domaine sur lequel l'hypothèque doit être constituée. Ce certificat est homologué par un acte de notoriété publique, délivré par le tribunal du lieu où se trouve la propriété de l'emprunteur. L'acte de notoriété publique doit répéter les affirmations du certificat communal. Ces deux actes doivent être déposés pendant quinze jours au secrétariat de la Commune qui les portera à la connaissance du public par une affiche apposée à sa porte. Une copie de cette affiche doit être publiée, par les soins de l'administration préfectorale, au Journal Officiel. Le délai dévolu, le président de la Commune doit accorder au débiteur éventuel une copie du procès-verbal constatant que l'affichage a été fait et qu'aucune opposition n'a été enregistrée ; en même temps il délivre une copie du certificat et de l'acte de

notoriété publique mentionné plus haut ; ces documents, avec le Journal Officiel ayant publié l'avis, constituent les titres nécessaires à l'obtention du crédit de la B.A.E. Mais celle-ci peut toujours exiger un titre régulier de propriété.

L'inscription de l'hypothèque en faveur de la B.A.E. est valable aussi en cas de faillite ; il suffit que l'inscription soit faite au moins dix jours avant la déclaration de la suspension des paiements, indépendamment du jour où les paiements sont suspendus ; le curateur doit verser à la B.A.E. les produits du domaine hypothéqué en sa faveur.

Les hypothèques constituées en faveur de la B.A.E. sont renouvelées *ex officio* et sans frais par le conservateur des hypothèques sous sa propre responsabilité.

La B.A.E., par ses succursales, doit communiquer aux conservateurs des hypothèques une liste de ses débiteurs, dont les terres sont du ressort de la juridiction du conservateur avisé. Ce dernier ne doit procéder à aucune formalité d'achat ou de vente d'immeubles sans consulter la liste de la B.A.E. ; s'il constate que le vendeur est débiteur de la B.A.E., il doit arrêter toute formalité jusqu'à ce qu'il obtienne le consentement de la B.A.E. Les notaires ne peuvent faire légaliser un acte de vente sans certificat du conservateur des hypothèques.

En cas de vente par adjudication, l'exécuteur doit aviser la Banque pour toute opération de vente portant sur des biens agricoles ; l'acquéreur doit payer au préalable la créance à la B.A.E., sinon, celle-ci peut se retourner contre lui par tout moyen légal.

D. — Le Contrôle de l'Etat

1. — CONTROLE GÉNÉRAL

(Raisons. — Constitutions de la B. A. E. — Opérations. — Ordre du jour.)

La B.A.E. est une institution publique de crédit agricole, créée par l'Etat qui lui a fourni son capital en la dotant en même temps de privilèges juridiques et financiers importants. Ces privilèges, non seulement lui facilitent sa mission d'utilité publique, mais encore lui assurent une place privilégiée parmi les institutions de crédit privé. Ces avantages et cette protection ont en contre-partie un contrôle serré que l'Etat exerce vis-à-vis de la B.A.E. L'Etat a tout intérêt à éviter que la B.A.E. dévie de sa destination en s'adonnant à des spéculations, qui même sans mettre son existence en danger, peuvent affaiblir son activité, à l'égard du crédit agricole, considéré d'utilité publique en Albanie. Enfin le fait que le capital initial de la B.A.E. est fourni par l'Etat, c'est-à-dire par le contribuable albanais, justifie l'intervention vigilante de l'Etat qui doit protéger son argent.

Le contrôle de l'Etat se manifeste tout d'abord dans la constitution des organes de la B.A.E., si on veut bien se rappeler que c'est lui qui a réglementé légalement

tant sa création que son fonctionnement. Le président du Conseil d'administration, le Directeur Général, un certain nombre de membres du Conseil et du Comité Exécutif et les syndics sont nommés de manière plus ou moins discrétionnaire par l'Etat, qui a presque toujours la faculté de les suspendre de leurs fonctions. D'autre part, certaines décisions du Conseil d'administration de la B.A.E. doivent être homologuées par le Conseil des Ministres.

La B.A.E. se trouve plus spécialement sous le contrôle du Ministère de l'Economie Nationale, qui l'exerce en accord avec le Ministère des Finances.

La B.A.E. doit informer le Ministère de l'Economie Nationale de chaque réunion du Conseil d'administration et lui communiquer en même temps l'ordre du jour de la réunion. Cette communication faite, aucune autre question ne peut régulièrement être ajoutée à l'ordre du jour, sauf en cas d'extrême urgence, mais alors le Ministère et son délégué doivent en être avisés.

Plus spécialement, l'Etat exerce son contrôle sur la B.A.E. par l'intermédiaire du délégué du Ministère de l'Economie Nationale, par les inspections qu'il peut ordonner, et par la nomination d'un Conseiller Technique auprès de la B.A.E. Enfin l'Etat dispose de sanctions contre les dirigeants de la B.A.E., si celle-ci dépasse les limites légales de son activité.

2. — LE DÉLÉGUÉ

Le Ministère de l'Education Nationale envoie un délégué aux réunions du Conseil d'administration de la

B.A.E. Bien que les dispositions légales ne le précisent pas, ce délégué doit être désigné d'une manière permanente par le Ministère de l'Economie Nationale, afin que la Direction de la B.A.E. puisse lui communiquer en temps utile l'ordre du jour de chaque réunion. Cet ordre du jour doit lui parvenir au moins trois jours avant chaque réunion, pour lui permettre de se concerter avec le Ministère, et éventuellement le Gouvernement, sur l'attitude qu'il doit prendre. Ainsi toute surprise est écartée.

Ce délégué assiste sans droit de vote aux réunions du Conseil d'administration. S'il juge qu'une décision du Conseil est contraire à la loi ou au règlement, et naturellement aux intérêts de l'institution, il met en garde le Conseil et l'invite à revenir sur son attitude. Si le Conseil refuse de tenir compte de ses observations, le délégué, après avoir demandé que son intervention et la décision du Conseil soient mentionnées dans le procès-verbal de la séance, en informe immédiatement le Ministère de l'Economie Nationale.

3. — INSPECTIONS

Le Ministère de l'Economie Nationale, d'accord avec celui des Finances, a le droit de procéder, quand il le juge utile, à des inspections auprès du centre ou des succursales de la B.A.E. Celle-ci est obligée de fournir au Ministère toutes les informations utiles sur sa comptabilité et la vérification de ses opérations. Tous les documents justificatifs, registres, etc., sont à la disposition

des inspecteurs. C'est le Comptable Général de la B.A.E. qui facilite le travail des inspecteurs. En plus, la B.A.E. doit tous les deux mois présenter au Ministère l'état de sa comptabilité.

4. — CONSEILLER TECHNIQUE

L'Etat nomme, par décision du Conseil des Ministres, auprès de la B.A.E. un Conseiller technique. Ses appointements sont fixés par le Conseil des Ministres et payés par la banque. Le Conseiller technique, dont les attributions sont fixées par le règlement, assiste aux réunions du Conseil d'administration et du Comité Exécutif avec vote consultatif. Il a surtout mission de surveiller spécialement l'application des instructions relatives à l'octroi et aux garanties du crédit agricole, conformément à la loi. S'il constate une contravention, il en avise le Conseil administratif, et si ce dernier ne l'élimine immédiatement, le Conseiller doit en informer le Ministère de l'Economie Nationale.

5. — LES SANCTIONS

Si, malgré ce système de contrôle préventif, les affaires de la B.A.E. ne sont pas prospères, l'article 78 du décret-loi prévoit d'autres sanctions que celle de la responsabilité civile.

Si des opérations contraires à la loi ou des irrégularités administratives sont constatées, le Directeur Gé-

néral et les Conseillers nommés par le Gouvernement peuvent être suspendus de leurs fonctions ; cette mesure est prise par décret royal, après décision du Conseil des Ministres sur la proposition du Ministère de l'Economie Nationale d'accord avec le Ministère des Finances. Si ces irrégularités sont le fait de membres élus au Conseil d'administration, le Ministère de l'Economie Nationale, d'accord avec celui des Finances, peut les révoquer et inviter les institutions les ayant nommés d'en élire d'autres.

On peut aussi procéder à l'élimination des conseillers indisciplinés ou trop indépendants.

Ainsi l'Etat a un pouvoir illimité sur la B.A.E.

E. — Autres Institutions de Crédit Agricole

(Régime de la loi. — Activité. — Autorisation. — Demande. — Contenu. — Taux d'intérêt. — Procédure du prêt. — Surveillance du prêt. — Contrôle de l'Etat ; inspection ; commissaire. — Résultats.)

Pour l'exercice du crédit agricole à court terme, le décret-loi prévoit la création de coopératives et de syndicats agricoles. Ces institutions doivent servir le crédit agricole à court terme en qualité d'institutions intermédiaires de la B.A.E.

La formation de ces coopératives ou syndicats est laissée complètement libre par la loi, qui n'oblige personne en faire partie ; ce n'est pas davantage une condition nécessaire pour l'obtention du crédit agricole. Au cours de cette étude, j'ai souvent formulé l'idée que la création par l'initiative privée de ces coopératives ou syndicats n'est pas prochaine. Les raisons en sont multiples et spéciales à l'Albanie. Nous n'avons pas à y revenir ici ; il nous suffit d'examiner rapidement comment la loi envisage leur création et leur fonctionnement.

La coopérative ou le syndicat agricole, créé par l'initiative privée, a régulièrement son activité limitée dans la juridiction de la Commune de son siège. C'est par décision spéciale du Ministère de l'Economie Nationale, après avis de la B.A.E., qu'une telle institution peut être autorisée à opérer dans plusieurs Communes.

Le syndicat ou la coopérative qui désire exercer le crédit agricole à court terme doit en demander l'autorisation au Ministère de l'Economie Nationale qui doit au préalable recevoir l'avis favorable de la B.A.E. La demande d'autorisation est adressée par l'intermédiaire de la banque et doit contenir : 1) les opérations de crédit agricole que le syndicat ou la coopérative envisage et aussi le territoire sur lequel il désire opérer ; 2) les moyens qu'il compte affecter à ces opérations ; 3) le taux d'intérêt et autres charges qu'il imposera à ses débiteurs ; 4) les organes constitués ou à constituer pour décider des crédits à accorder. Il doit présenter avec la demande l'acte de sa constitution, ses statuts, son dernier bilan et sa situation pendant les deux derniers mois. Il doit en outre accepter, dans son collège des réviseurs, un réviseur effectif et un suppléant, nommés par la B.A.E.

Ces institutions ne peuvent accorder de prêts agricoles à un taux supérieur à 3 % à celui que la B.A.E. leur accorde.

Les membres des syndicats ou coopératives autorisés à exercer le crédit agricole, qui désirent obtenir, par l'intermédiaire de leur institution, un prêt pour l'achat collectif d'objets nécessaires à l'exploitation d'agences agricoles, doivent d'abord en informer, par une demande détaillée, la coopérative ou le syndicat dont ils font partie. Cette demande doit contenir l'obligation de payer le prix de l'objet au moment de la livraison ou de donner un effet de crédit agricole. L'institution peut leur demander de déposer une avance de 10 % sur le prix. La coopérative ou le syndicat transmet à la B.A.E. un effet

pour la somme nécessaire, accompagné d'une liste de toutes les demandes particulières ; du montant de la somme, déduction est faite de l'avance que les membres ont déposée. Ces effets ne peuvent avoir une échéance plus longue que deux mois. Si, au moment de l'échéance, l'institution n'est pas en état de payer, alors l'effet de l'institution doit être remplacé par des billets à ordre signés personnellement par les membres débiteurs ; la B.A.E. réescompte ces effets à la coopérative ou au syndicat. Ces derniers effets doivent venir à échéance au moment de la récolte.

La même procédure doit être suivie pour les prêts destinés à l'utilisation, à la transformation et à la vente collective des produits, et pour le réescompte de billets à ordre escomptés par les institutions légales. Les syndicats et les coopératives agricoles doivent, pendant la durée de la créance, assurer la surveillance de l'emploi du crédit pour informer la B.A.E. de toute contravention.

L'Etat assure également un contrôle sévère sur les coopératives et syndicats, qui sont obligés de se conformer aux règles générales établies par le Code commercial ; ils doivent présenter au Ministère de l'Economie Nationale : 1) les bilans annuels, un mois après l'approbation ; 2) la situation trimestrielle de leur comptabilité et 3) toute autre information demandée par lui.

Le Ministère peut procéder à des inspections auprès des institutions et il en communique le résultat tant à leurs directions qu'à celle de la B.A.E. Si, au cours de l'inspection, des irrégularités ou des contraventions viennent à être constatées, le Ministère a le droit de

révoquer l'administration de l'institution agricole. Il peut nommer à sa place un Commissaire gouvernemental pour en gérer les affaires, sans engager de nouvelles opérations portant sur plus de trois mois, à moins d'autorisation spéciale du Ministère de l'Economie Nationale. Le Commissaire doit, un mois après sa nomination, faire un rapport sur la situation de l'institution qu'il dirige. Dans le courant de trois mois, il doit convoquer l'assemblée des membres pour élire la nouvelle administration.

Voilà en lignes générales comment le décret-loi du 19 juillet 1937 envisage la création et le fonctionnement des coopératives et syndicats agricoles. Les détails de leur fonctionnement seront fixés, en accord avec les dispositions législatives, par leurs statuts.

Au moment où je termine ce travail, je n'ai pas connaissance de formation de semblables institutions. Je sais seulement que la B.A.E. désire ardemment leur création pour les utiliser à la répartition du crédit.

Il y a eu, bien avant la loi, deux tentatives de formation de coopératives. La première visait la création d'une coopérative laitière, qui se proposait d'organiser scientifiquement le commerce du lait. Elle est toujours en projet. La seconde fonctionnait et semble actuellement en déclin. Elle a été tentée dans la région sud-est du pays. Elle s'efforçait d'éviter aux paysans la vente de leurs céréales aux moments de baisse artificielle, et voulait faire échec aux spéculateurs en organisant les paysans. Elle ne semble pas avoir donné de très bons résultats et son activité est décroissante. Créée dans une ville, sous la direction et par l'initiative de citadins,

elle n'a pas su acquérir la confiance du paysan, qui se plaint d'elle presque autant que des spéculateurs, chez qui il est retourné.

Ces courtes expériences, et aussi les raisons que j'ai exposées au cours de cette étude, justifient amplement (au moins momentanément) le pessimisme en ce qui concerne le mouvement coopératif en Albanie.

III. — CONCLUSIONS

Telle est l'organisation du crédit agricole, institué par le décret-loi du 19 juillet 1937 et tel est l'organe créé pour la distribution de ce crédit. Le législateur albanais a pu profiter de l'expérience des autres Etats pour faire une loi assez complète. Les conseils de spécialistes étrangers ont été utilement suivis. L'Etat a engagé un organisateur spécialisé dans la grande institution de crédit, « Il Banco di Napoli », et c'est lui qui conseille avec compétence la direction provisoire de la Banque à ses débuts. Ainsi de grands espoirs sont permis.

La B.A.E. est ouverte depuis le 1^{er} août 1937 et met son organisation à jour. Elle a fixé l'intérêt des prêts qu'elle accorde, à 7 %, ce qui est inférieur non seulement à l'intérêt pratiqué par les usuriers, mais aussi à l'intérêt légal et à l'intérêt qu'exigent les autres institutions de crédit ordinaire en Albanie. Ce taux peut pourtant paraître élevé, étant donné la pauvreté du paysan albanais et la culture rudimentaire qu'il pratique et qui ne lui donne qu'une partie infime de ce que la terre bien travaillée peut produire. Mais on peut espérer qu'avec l'extension de ses opérations, la B.A.E. consentira un intérêt plus bas. Le paysan doit, en se souvenant des usuriers, s'estimer heureux de sa nouvelle situation. Il est certainement reconnaissant, mais s'il n'ar-

rive pas à produire pour ses besoins et pour payer cet intérêt, sa reconnaissance ne sert à rien.

Voici comment M. F. Frigione présentait, vers la fin janvier, les premiers résultats de l'activité de la B.A.E. : « Cinq mois sont passés depuis la formation de la banque, mais les demandes présentées, si elles sont nombreuses, ne sont pas encore celles qui par le nombre et par l'acceptation des buts, prouveraient que la majorité des intéressés est instruite des dons que le Souverain lui fait en venant en aide aux classes agricoles. Cela provient peut-être de l'ignorance mais aussi de l'absence de confiance », et il continue en faisant appel à tous ceux qui peuvent lutter avec lui contre ces deux causes du marasme.

Les résultats, on le voit, ne sont pas encore brillants, L'ignorance y est pour beaucoup. Seule l'extension de l'instruction, l'activité de l'instituteur et du fonctionnaire, la propagande active et intense de la B.A.E. peuvent la vaincre.

Pourtant la méfiance du paysan est certainement la principale raison des difficultés rencontrées, et le paysan albanais a raison d'être méfiant. Il n'a jamais vu personne s'intéresser à son sort. Il a toujours été le paria de la société. Il n'a eu jusqu'ici que des devoirs, et des maîtres à servir. Il ne peut se rendre à l'évidence du jour au lendemain. Il voit avec méfiance l'aide qu'on lui apporte, car il se demande ce qu'on lui prendra en échange. Il est méfiant aussi envers l'autorité, parce qu'il se souvient qu'elle a toujours été au service de son oppresseur ; et il identifie toute organisation adminis-

trative, tout employé payé régulièrement, à une administration de l'Etat, à un fonctionnaire peu maniable et superbe. Cela ne durera pas. Le paysan finira par comprendre qu'il y a quelque chose de changé. Mais il faut l'instruire sur ses droits comme sur ses devoirs de citoyen libre et conscient. Alors tout ira mieux et le crédit agricole en récoltera les avantages.

C'est vers le paysan, individuellement, que tous les efforts doivent être tendus. L'approcher, lui offrir, lui imposer même l'aide du crédit agricole, le diriger dans son utilisation, lui faciliter le paiement à l'échéance sans l'oppresser, mais aussi le déshabituer de son inexactitude à rembourser, voilà la tâche qu'il faut remplir avec dévouement et affection pour lui.

Pour cela, on doit surtout organiser le crédit agricole à court terme et à garanties personnelles (honorabilité, assiduité au travail). Le crédit à long terme et à garantie hypothécaire ne peut pas aider le pauvre paysan qui n'a rien à hypothéquer, et qui, par conséquent, ne peut penser aux grandes transformations. D'ailleurs, le crédit agricole, en l'absence du cadastre, est dangereux pour la B.A.E. Celle-ci doit être très prudente pour éviter l'échec qui serait fatal au crédit agricole et par tant à l'économie du pays. Le crédit à long terme est une étape plus lointaine. Pour le moment il faut essayer d'améliorer la situation personnelle de chaque paysan pauvre et dépossédé ; lui permettre de vivre, de travailler, de devenir petit propriétaire libre, sans dettes. En réalisant la libération économique et la prospérité du paysan, on arrivera à assurer l'indépendance économi-

que du pays et de l'Etat. Et l'indépendance économique est une condition essentielle de la conservation de l'indépendance politique, pour laquelle tant d'effortset tant de sacrifices ont été consentis par le peuple albanais et principalement par le paysan.

le Recteur de l'Académie de Paris :

Vu et permis d'imprimer,

ROUSSY.

Vu, le Doyen :

Edgard ALLIX.

Vu, le Président :

R. PICARD.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- DOP Louis. — Etude sur le crédit agricole (dans *Mélanges*. 1897).
- DURAND Louis. — Le crédit agricole en France et à l'étranger. — Paris, 1891.
- SAGNIER. — Le crédit agricole en France. — Paris, 1911.

B. — THÈSES

- BERNARD Roland. — Essai sur l'histoire de l'Albanie moderne. — Paris, 1935.
- DOP Louis. — La banque centrale de crédit agricole. — Paris, 1901.
- JUVARA D. — Le problème de crédit agricole en Roumanie. — Paris 1929.
- KOSTUKOF. — Le crédit agricole en Bulgarie. — Dijon, 1926.
- MACAREI M. — Le crédit agricole en Roumanie. — Paris, 1912.
- NIKOLITCH D. — Les différends de frontières de l'Albanie. — Paris, 1927.
- SANDJABI K. — Essai sur l'Economie rurale et le régime agraire de la Perse. — Paris, 1934.
- STAVROU S. — Etude sur l'Albanie. — Paris, 1922.
- VIRION J. — Le crédit agricole en Pologne. — Paris, 1929.

VORKAPITCH. — Le crédit agricole en Yougoslavie. — Paris, 1930.

YORDANOVITCH B. — L'organisation du crédit agricole (étude de droit comparé). — Paris, 1931.

C. — REVUES

Revue politique et parlementaire, octobre 1937.

Revue Economique Internationale, 1936.

Revue Internationale de l'Agriculture, 1930.

Géographie Universelle.

Studi di diritto commerciale, 1931 (F. FERRARA : L'ordinamento del credito agrario e i suoi difetti essenziali).

Perpjekja Shciphitare (L'effort albanais), Tirana, 1938 (Zija Bejlari Kredija Agrare (Le crédit agraire)).

Drita, Tirana, 1938.— F. FRIGIONE, Banka bujqesore dhe bujqerit shqiptare. (La banque agraire et les paysans albanais).

D. — DOCUMENTS

Ministère de l'Agriculture, Paris 1910 : Le crédit agricole.

Ministère de l'Intérieur, Tirane Flertorija Zyrtare (Journal Officiel).

Ministère des Finances, Tirana, 1938 : Tableau du Commerce extérieur pour les neuf premiers mois de 1937.

S.D.N., 1922 : Rapport au Comité financier : La situation économique et financière de l'Albanie, par CALMÈS.

S.D.N., 1931 : Le crédit agricole dans certains pays de l'Europe Centrale, Genève, 1931.
